

---

---

**Groupe interuniversitaire  
d'étude de la postmodernité**

**L'HOMME QUI AURAIT ÉTÉ RECTEUR**  
(Exposé de Stephen Schecter)  
Séminaire du 19 avril 1996

**Cahiers de recherche**

---

---

Les Cahiers de recherche sont publiés par le Groupe interuniversitaire d'étude sur la postmodernité. Le travail d'édition des Cahiers est sous la responsabilité de Nathalie Freitag. Toute correspondance doit être adressée à :

Groupe interuniversitaire d'étude de la  
postmodernité  
Département de sociologie  
UQAM  
C.P. 8888, Succ. A  
Montréal, Québec  
H3C 3P8

**Groupe interuniversitaire  
d'étude de la postmodernité**

**L'HOMME QUI AURAIT ÉTÉ RECTEUR  
(Exposé de Stephen Schecter)  
Séminaire du 19 avril 1996**

**Cahiers de recherche**

---

---

Les Cahiers de recherche sont publiés par le Groupe interuniversitaire d'étude sur la postmodernité. Le travail d'édition des Cahiers est sous la responsabilité de Nathalie Freitag. Toute correspondance doit être adressée à :

Groupe interuniversitaire d'étude de la  
postmodernité  
Département de sociologie  
UQAM  
C.P. 8888, Succ. A  
Montréal, Québec  
H3C 3P8

## L'HOMME QUI AURAIT ÉTÉ RECTEUR

### Présentation de Stephen Schecter

Séminaire du 19 avril 1996

Depuis quelques années déjà j'avais annoncé mon intention de briguer le poste de recteur de l'UQAM lorsque celui-ci deviendrait vacant. Ceci s'étant produit en décembre 1995, je me suis lancé dans cette entreprise. Je me sentais lié par mes paroles, lancées à demi sérieusement aux assemblées départementales et syndicales, et poussé encore plus par les analyses socio-politiques que j'avais développées avec mes étudiants de maîtrise ces dernières années. Ces analyses étaient tributaires de la pensée de mon collègue Michel Freitag et de celle du sociologue systémique Niklas Luhmann, que j'avais tenté de synthétiser et de confronter dans un article publié dans la revue *Société* à l'hiver 1995.

Ce qui, de cette analyse, est pertinent à mon propos aujourd'hui peut se résumer ainsi. On vit dans une société où le centre est vide. L'État se dissout dans les pores de la société, il est la proie de multiples groupes et intérêts qui ont émergé grâce à l'inclusion grandissante caractéristique des sociétés modernes. Au centre, il reste toujours une adresse, mais l'autorité qui était associée au sous-système politique d'une société fonctionnellement différenciée n'y est plus. Le système politique, comme toutes les autres sphères institutionnelles de la société, est devenu autoréférentiel, c'est-à-dire qu'il est devenu un circuit de production de décisions selon un ensemble de codes qui lui sont propres. Sans entrer dans les détails que je traite dans l'article cité ci-dessus, on peut néanmoins en souligner quelques aspects saillants. Premièrement, la finalité de son action est d'abord et avant tout sa propre reproduction et, si possible, son expansion. Deuxièmement, l'État est ouvert à ses environnements tant internes qu'externes, dont les revendications ne cessent de croître au fur et à mesure que la société devient pluraliste. Troisièmement, l'unité de la société est une réalité émergente, produite *ex post facto* par l'ensemble des décisions prises, qui sont elles-mêmes les résultantes de la conjugaison des puissances des différents groupes en lutte et des capacités techniques du système à répondre par des programmes, du droit et de l'argent.

Le fonctionnement systémique pose un certain nombre de problèmes pour la société. D'abord, il est de plus en plus difficile de trouver des personnes qui assumeront la responsabilité des décisions prises. Bien sûr il y a encore des êtres humains qui prennent des décisions, mais même eux ont l'impression qu'elles sont prises indépendamment de leur volonté. Après coup, du moins, personne ne semble

prêt à en assumer les conséquences. La responsabilité politique devient alors un problème majeur. Ensuite, l'autorité politique n'est plus le lieu central de l'orientation générale de la collectivité. Son déclin implique également celui de toute autorité institutionnelle. À la longue cela implique que les institutions se transforment en organisations, caractérisées non plus par un ensemble de normes que leurs membres intériorisent afin de guider leur comportement, mais par un ensemble de règlements codifiés, soumis à une modification constante au nom du progrès qui accompagne l'inclusion, ou la démocratisation, grandissante. En d'autres termes, la spécificité fonctionnelle s'éclipse devant l'autoréférentialité des différentes sphères d'activité, dont l'autonomie de plus en plus solitaire et circulaire empêche qu'elles fonctionnent selon leurs finalités propres. Il ne reste alors que la procédure codifiée, l'ensemble de règlements ou de codes auxquels je viens de faire allusion. Ce qui produit, assez ironiquement, une similitude de comportement entre ces diverses institutions devenues des organisations de type technocratique. Enfin, lorsque chaque sphère s'autonomise ainsi, il est de plus en plus difficile pour la pensée critique de pénétrer les sphères de l'action, politique ou autre. La barrière entre le savant et le politique devient encore plus étanche qu'à l'époque où Weber écrivait, bien que la société ait besoin, aujourd'hui plus que jamais, de la réflexivité pour surmonter les problèmes que son propre fonctionnement systémique provoque, parmi lesquels — et ce n'est pas le moindre — la possibilité que sa propre complexité l'étrangle, les décisions prises produisant des effets de plus en plus pervers et des conséquences de plus en plus inattendues et néfastes. Luhmann envisage cette éventualité, mais il n'est pas le seul. Tocqueville l'avait évoquée dans le tome II de *De la démocratie en Amérique* il y a bien longtemps.

L'université, en tant qu'institution contemporaine, suit la même évolution. Comme toute institution, elle est vouée d'abord et avant tout à sa propre reproduction. Pour ce faire, elle doit produire du savoir sous la forme d'articles que publient ses professeurs dans les revues scientifiques et de diplômes obtenus par ses étudiants. La gestion de l'université est orientée en fonction de ces critères, mais s'effectue elle aussi dans un contexte d'inclusion croissante. L'université est alors soumise à un ensemble de pressions venant de ses environnements internes et externes : professeurs, étudiants, employés, gouvernements et entreprises, pour ne nommer que ceux-ci. On demande alors à l'université d'être un lieu de formation de la main d'œuvre, un lieu de production de savoir utile pour résoudre des problèmes sociaux et pour stimuler le progrès technologique, un lieu de mobilité sociale pour les jeunes et, ces derniers temps, un lieu de rationalisation des ressources afin de réduire la dette publique. Le financement actuel de l'université l'encourage à

accepter le plus grand nombre d'étudiants possible et à ouvrir le plus grand nombre de programmes possible, car chaque étudiant représente des subsides gouvernementaux additionnels. Ceci crée une situation absurde, où des analphabètes entrent à l'université et en sortent diplômés, obtiennent des baccalauréats en accumulant des certificats, situation qui se reproduit aux études avancées où les ressources professorales sont drainées vers les étudiants les plus faibles, entraînant par le fait même une dévalorisation des études et des diplômes à tous les niveaux. Et avec elle, l'éclatement du savoir disciplinaire par la prolifération des programmes courts dont la mise sur pied trouve ses origines dans une logique de financement reposant sur des critères externes plutôt qu'internes à l'université. Les professeurs y trouvent aussi leur compte. Certains se réfugient dans leur recherche — même si personne ne lit ce qu'écrivent ses collègues —, d'autres dans leur travail de consultation à l'extérieur de l'université, d'autres encore se complaisent dans une critique stérile, lorsque ce n'est pas dans un cynisme à peine voilé. Le résultat : un lieu intellectuel dénué de sens. Littéralement. Et le sentiment généralisé qu'ainsi vont les choses, qu'il n'y a rien qu'on puisse y faire.

Mes étudiants, d'ailleurs, me citaient du Freitag pour me montrer qu'il suffisait d'analyser le fonctionnement institutionnel en termes d'une perte de transcendance, comme si le déclin du monde occidental pouvait être attribué au mode de gestion en cours à l'UQAM. Et lorsqu'ils ne me parlaient pas de la perte de transcendance, c'était de la perte de normativité, comme si tout ce qui manquait au monde contemporain était une bonne dose d'éthique. Je commençais à m'ennuyer de Marx et de la marijuana généralisée, mais j'ai décidé plutôt de poser ma candidature au poste de recteur. Malgré tout, ils soulevaient une question de fond. Est-il possible pour l'université de fonctionner selon les critères intellectuels qui lui sont propres et qui reflétaient autrefois sa raison d'être : l'enquête intellectuelle, la recherche scientifique, la transmission du savoir d'une génération à l'autre, la formation culturelle des dirigeants futurs de la société ? Plus que cela : est-il possible qu'un intellectuel, par son action, infléchisse l'institution dans cette direction ? À vrai dire, je voulais leur montrer que la réflexion sociologique était encore pertinente. Je voulais leur montrer que si on peut comprendre comment les institutions fonctionnent, on peut utiliser cette connaissance pour les déjouer. De plus, je voulais casser leur cynisme et leur donner un peu d'espoir. Je me suis engagé alors dans cette course au rectorat comme s'il s'agissait d'une recherche action, d'un laboratoire d'expérimentation sociologique à notre disposition. Comme vous le savez, je n'ai pas réussi à gagner mon pari. Le comité de sélection a écarté ma candidature avant le scrutin de consultation auprès des professeurs, laissant en lice

seulement deux candidates qu'on peut qualifier d'administratrices de carrière. Pourtant j'ai beaucoup appris, sur moi-même, sur le fonctionnement socio-politique des institutions contemporaines, sur ce qui est exigé pour les changer. Je crois même avoir appris une ou deux choses sur le problème de l'intellectuel contemporain et sur le sens qu'on peut donner à notre métier. Je dois tout cela à mes étudiants, et j'espère que ce que je vais partager avec vous aujourd'hui peut au moins aider à leur insuffler un peu d'espoir, sinon de foi. Ou, s'ils ne l'ont pas perdue, les aider à la garder.

\*

J'ai commencé par envoyer une lettre à quatre-vingt-dix collègues que je connaissais par des biais divers : certains étaient des collègues du département, d'autres je les avais rencontrés aux conseils syndicaux, ou lors de mes activités politiques des années soixante-dix, et d'autres encore je les connaissais par amitiés interposées. Petit détail intéressant : j'ai eu énormément de difficulté à composer cette lettre. Formuler ma critique de l'université était assez simple. Essayer d'expliquer ce que j'allais faire, indiquer les mesures concrètes qu'une telle critique impliquait était une tout autre affaire. D'abord, la critique ne se traduit pas facilement en programme. Vouloir créer une communauté intellectuelle, c'est bien beau, mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Plusieurs choses, sans doute, mais chaque proposition allait susciter un désaccord de la part de bon nombre de personnes. Comme ma propre analyse m'interdisait de poser comme politicien prophète, sachant qu'il n'est ni possible ni souhaitable de contourner la démocratie, en l'occurrence la collégialité, j'ai cherché à trouver des exemples qui donneraient une idée de ma conception générale de l'université et de ce qu'elle exige de la part d'un recteur. À ma grande surprise, chaque fois que je me mettais devant l'ordinateur, les phrases qui en sortaient ressemblaient drôlement au type de discours que je critiquais. C'était comme si les chaînes de communication qu'est devenu le pouvoir politique, au dire de Luhmann, avaient envahi mon propre ordinateur et que le discours technocratique avait déjà capté toutes les ondes, y compris celles de mon esprit lorsqu'il s'appliquait à écrire un petit texte politique.

J'ai enfin réussi à composer cette lettre que certains de mes proches collaborateurs — et ils n'étaient pas nombreux — trouvaient déjà trop longue et trop détaillée. Dans cette lettre, j'ai signalé comme il était important d'avoir à la tête de l'université une personne qui incarne sa raison d'être, à savoir un intellectuel. Mais avant de conclure là-dessus, j'ai formulé un certain nombre de



propositions, dont celle-ci, qui a eu le plus de succès : que les étudiants étudient, que les professeurs professent et que les administrateurs administrent. On m'a reproché l'emploi de cette formule, en disant qu'elle évoquait un discours de droite, certains prétendant que De Gaulle l'avait utilisée en mai 68, d'autres que c'était la propriété de Duplessis ou de Caouette, sinon de Samson (deux chefs créditistes des années soixante et soixante-dix au Québec). Un collègue est même allé jusqu'à m'en faire la critique épistémologique, selon laquelle parler ainsi supprimait l'espace critique entre les choses telles qu'elles sont et l'état futur désiré. Moi, par contraste, je m'inquiétais moins d'avoir momentanément aboli la dialectique que je me réjouissais d'avoir trouvé une expression m'assurant qu'on ne m'oublierait pas trop vite. J'ai appris de Luhmann que l'opinion publique donne forme à des revendications dans la mesure où l'on réussit à les faire sortir de l'ordinaire. J'ai joué alors l'inusité contre l'ordinaire, et l'on s'est souvenu de ma formule jusqu'à la fin. D'ailleurs, à voir les efforts récents des directeurs de départements et du syndicat pour gérer la crise, je me dis que j'avais raison plus encore que je ne le pensais. Ce qui confirme ce que dit Luhmann. Dans un fonctionnement systémique, la division discursive droite-gauche n'est qu'un code pour canaliser des revendications, mais elle ne correspond plus à aucune réalité politique.

Ceci est d'autant plus vrai que des collègues de qui je m'attendais à recevoir un appui, précisément parce qu'ils étaient associés avec un discours critique dit de gauche, en politique sinon à l'égard de l'université, ne m'ont pas appuyé. L'un d'eux m'a dit qu'il n'était pas d'accord avec mon programme, bien qu'il me connût très bien et sût pertinemment que je partageais sa vision globale sur la culture contemporaine. Il a préféré cependant évoquer une partie de ma lettre pour justifier son refus, et sa réaction n'était pas unique. Bon nombre de personnes qui avaient pris une position publique contre l'orientation actuelle de l'université n'ont jamais réagi à mon appel, et lorsqu'ils ont exprimé leur assentiment, c'était dans les termes les plus tièdes possible. Outre le fait que certains confondaient critique culturelle avec marxisme vulgaire, d'autres m'ont semblé réfractaires à l'idée de céder leur monopole en tant que tribuns de la critique. En démocratie, il ne faut jamais sous-estimer la diversité des intérêts qui peuvent se manifester au fur et à mesure que progresse la différenciation systémique. Et comme nous l'avons maintes fois discuté, les luttes aujourd'hui sont beaucoup plus de l'ordre de l'identité que de celui des ressources matérielles, ce qui agrandit considérablement le sens de l'intérêt. Les intellectuels n'en sortent pas indemnes.

Une autre chose surprend : les intellectuels sont relativement technocratiques. Les professeurs décrivent souvent la bureaucratisation de l'université, mais cette

critique revient exactement à ce qu'explique Luhmann à son égard. Lorsque le pouvoir est employé, de manière forcément inadéquate, pour changer le comportement individuel, les gens ripostent en dénonçant la bureaucratie. Ceci ne les empêche pas d'agir de manière systémique, d'invoquer eux aussi des critères techniques lors de la prise de décisions sur des questions sous leur contrôle. Il n'est pas surprenant alors que la plupart des professeurs n'aient pas pris ma candidature au sérieux, y compris les professionnels de la critique. Tout comme je l'ai découvert à mon propre sujet lorsque j'ai essayé d'écrire cette première lettre, ils ont montré, inconsciemment sans doute, combien la mentalité technocratique avait pénétré leurs esprits. Je me souviens que lorsque j'ai raconté à un collègue très proche la réaction incrédule suscitée par ma candidature, il a essayé de l'expliquer en suggérant que le caractère symbolique du poste faisait de moi un candidat difficilement acceptable pour la majorité des professeurs, vu mon association assez connue avec l'option fédéraliste et ma participation à *Cité libre*. J'ai pris cela en considération, mais j'ai fini par l'interpréter autrement. Certes, le fait que je sois fédéraliste posait un problème pour des professeurs nationalistes, non pas de façon formelle, mais sans doute à un niveau inconscient. On peut se demander, ainsi que le titrait un article dans la *Gazette* : « L'UQAM est-elle prête pour un recteur anglophone ? » Et juif par surcroît, peut-on ajouter. Mais il ne s'agissait pas que de cela, comme deux amis me l'ont bien expliqué à leur façon. Ce qui dérangeait le plus, c'est que j'osais tout simplement poser ma candidature — et signaler par cela que n'importe qui parmi les professeurs aurait pu faire pareillement. S'ils ne le faisaient pas, n'était-ce pas parce qu'au fond, ils ne croyaient pas que cela puisse se faire, qu'on puisse oser gravir la marche, somme toute assez haute, du statut de simple professeur à celui de recteur (pour reprendre l'expression du président de l'Université du Québec lors de mon entrevue avec le comité de sélection) ? N'était-ce pas au fond qu'eux aussi pensent, malgré leur position critique, que les choses doivent se faire dans l'ordre et qu'il faut bien un gestionnaire à la tête de l'université ? Quelques jours après le rejet de ma candidature par le comité de sélection, un professeur a déploré, auprès d'un de mes amis, le peu de choix qu'il restait, tout en ajoutant qu'il était « bien de valeur », mais que Schecter, dans le passé, avait été très mêlé aux milieux anarchistes...

Si les professeurs ne m'ont pas appelé, les journalistes, eux, l'ont fait. J'ai envoyé cette première lettre juste avant Noël. Un journaliste du *Devoir* m'a appelé pour une entrevue et le fait de lui en avoir accordé une a suffi pour lancer ma campagne. Une entrevue en a provoqué d'autres, au point que toute la ville de Montréal, y compris le club de bridge où joue ma mère, a bientôt su que je me

présentais au poste de recteur de l'UQAM. Évidemment, même le peu du message que j'ai réussi à formuler — la difficulté que j'avais éprouvée lors de la composition de la lettre redoublait avec la presse — a été taillé par les médias selon leur propres visées. Une de mes étudiantes m'a appelé pour me faire quelques critiques après la parution d'un article à mon sujet dans *Montréal Campus*, mais rendu là, je commençais à être pas mal rodé. J'ai vu que mon hypothèse s'avérait juste. Non seulement ma candidature avançait-elle, mais mon message atteignait les gens. Malgré toutes les déformations de mes paroles et les mécompréhensions, conséquence inéluctable du journalisme qui est soumis à des codes, les gens ont compris que ma candidature posait une question : doit-on avoir pour recteur un intellectuel ou bien un technocrate ? Même si ce n'est qu'à la fin, ceci a été compris. Après que j'ai été écarté de la course, des journalistes m'ont appelé pour sonder mon opinion. J'ai rigolé un peu. J'ai essayé d'expliquer ma déception d'ordre public. J'ai craint paraître amer alors que je ne l'étais pas. Pendant un moment, j'ai cru que les articles n'allaient pas rendre justice à ma position. J'ai lu les articles et je les ai trouvés inoffensifs. Et j'ai cru que personne n'allait comprendre. Mais tout le monde a compris. Mon médecin m'a dit, le matin où l'article dans la *Gazette* a paru, qu'il avait bien compris que l'UQAM préférerait un « number cruncher » à un poète. Lorsque j'ai lu l'article en question, je me suis demandé comment il avait bien pu conclure cela. Mais il l'avait conclu, et bien, et il n'était pas le seul. Même au club de bridge ils avaient compris que le bon avait perdu, et pas nécessairement parce qu'il était anglophone.

Mais déjouer les médias était plus facile que de déjouer mes collègues. On était à la fin de janvier et tout le monde était au courant que je me présentais pour le poste de recteur. Des gens que je ne connaissais pas me saluaient dans les couloirs. Des amis d'amis en étaient fiers. Des collègues me souriaient en me disant : « Bonjour, monsieur le recteur. » Mais personne ne voulait signer mes papiers. Le processus de la mise en candidature à l'UQAM est tel que chaque candidature pour le rectorat doit être appuyée par un minimum de dix personnes admises à voter lors de la consultation par scrutin. À la différence des procédures en vigueur dans d'autres universités, le comité de sélection nommé par le conseil d'administration doit, après avoir dressé une liste finale d'un maximum de cinq candidats, soumettre cette liste à une consultation auprès des personnes dans l'université qui sont autorisées à voter. Les professeurs constituent la vaste majorité de cet électorat. J'ai pensé que, pour que le comité de sélection prenne ma candidature au sérieux et m'inscrive sur la liste finale, il me fallait ramasser deux cents signatures. Sinon, ses membres allaient probablement me rejeter pour manque d'expérience en gestion. Et je voulais être

sur la liste finale parce que je voulais soulever un débat, et tout en sachant que le scrutin n'était que consultatif et que le comité était libre de rejeter les résultats et de recommencer sa quête, je savais que le processus avait un poids moral et que le débat risquait d'éveiller les forces somnolentes. Comment alors réunir ces deux cents signatures ?

Deux personnes ont répondu à ma lettre initiale, une pour me dire qu'elle était d'accord, l'autre pour me dire que je devrais plutôt écrire des poèmes. Je dois mentionner qu'ayant composé cette lettre, je n'en ai pas été content. J'ai donc composé une page additionnelle que j'ai jointe à cette lettre en guise de préface, page dans laquelle je citais Baudelaire et demandais à mes collègues si l'on ne devait pas plutôt définir la civilisation comme Baudelaire l'avait définie, comme « une diminution dans les traces du péché originel ». Peut-être est-ce cette suggestion qui m'a valu un silence retentissant. Mais j'avais Luhmann pour arme et mes étudiants pour inspiration, et je n'allais pas me décourager devant un tel silence, d'autant plus que devenir un personnage public à l'UQAM commençait à me plaire. Il est tout à fait agréable de se promener et d'être reconnu par des inconnus. On existe, sociologiquement parlant. Il faut tout simplement se prémunir contre l'enivrement.

J'ai convoqué les cinq personnes qui, parmi les professeurs, m'appuyaient inconditionnellement, pour voir comment nous pouvions nous organiser. Seulement trois d'entre elles se sont présentées et chacune m'a conseillé différemment. J'écoutais les critiques qu'ils adressaient à mon programme — tel qu'ils le connaissaient de ma lettre — et je me disais : voilà, nous ne sommes que trois et nous avons déjà quatre points de vue. Imagine ce que cela va être lorsqu'il faudra parler à mille et les représenter tous. Je leur ai répondu que ces dissensions importaient peu, que pour le moment il s'agissait de ramasser le plus grand nombre de signatures possible, et je leur ai donné des feuilles qu'ils devaient essayer de remplir avec les noms d'autres collègues. On s'est quittés là-dessus. Cette rencontre m'avait confirmé dans l'idée que j'étais en train d'élaborer avec mes étudiants, à savoir que l'analyse de la démocratie telle que développée par Luhmann exigeait la remise en question de la conception traditionnelle qu'on avait de la représentation. C'est une idée que je devais à un philosophe hollandais, Frank Ankersmit, que j'avais rencontré à Laval lors d'un colloque à l'automne. Il m'a fait parvenir par la suite un livre qui paraîtra l'automne prochain chez Stanford University Press intitulé *Aesthetic Politics*. Dans ce livre, il avance l'idée que la théorie traditionnelle de la représentation en démocratie présupposait que la fonction du politique était d'assurer le plus possible l'adéquation entre les gouvernants et les gouvernés. Mais la démocratie ne fonctionne pas de cette façon. Elle est plutôt caractérisée par le

vide au centre. Il faut remonter alors à Machiavel qui a compris le caractère brisé du politique, pour employer les termes de Isaiah Berlin que cite Ankersmit. Et de fait, son analyse de la démocratie n'est pas si étrangère à celle de Luhmann, et ses prescriptions ne sont pas non plus éloignées des soucis de Freitag à propos de la normativité. Le politicien ressemble davantage à l'artiste, qui n'essaie pas d'imiter la réalité, mais offre aux spectateurs une vision du monde dans la représentation artistique qu'il dessine. C'est seulement lorsque placés devant un tableau que des gens peuvent commencer à en discuter. L'artiste leur présente une représentation et, par cet acte, crée une réalité. C'est ainsi que doit agir le politicien qui désire changer l'ordre des choses dans une société pluraliste. Tenter d'ajuster un programme pour qu'il représente fidèlement la multiplicité des intérêts qui revendiquent d'être reconnus condamne dès le départ le programme à l'échec. Ce n'est qu'en offrant une vision synthétique que le politicien peut espérer rallier ces intérêts autour d'un projet commun. Mais pour ce faire, il doit être prêt à ne pas se faire élire et à ne pas faire de son élection personnelle la raison d'être de son engagement politique. De plus, pour formuler cette vision synthétique, il doit avoir recours à la théorie, car seule la théorie peut fournir l'analyse qui lui permettra de faire face aux effets néfastes du fonctionnement actuel, dont ces multiples intérêts se nourrissent. C'est en puisant dans la théorie qu'il trouve un langage autre que celui des programmes technocratiques, c'est la théorie qui l'aide à cristalliser le mécontentement engendré par le fonctionnement décisionnel, à mettre le doigt dessus et à mobiliser les gens afin qu'ils répondent à cela et non pas au cours habituel des choses. Et parce qu'il faut synthétiser et non plus imposer, en politique contemporaine c'est le style qui compte plus que le contenu. Ou, comme dirait Luhmann, le politicien doit se montrer plus sensible qu'efficace. Et c'est d'autant plus vrai qu'il est difficile de changer des institutions, même un petit peu.

Tout cela s'est cristallisé pour moi lorsque j'ai été de retour chez moi, assis tranquillement devant la fenêtre de ma galerie, entouré par la nuit tombante. Ces moments de recueillement m'étaient indispensables, parce qu'ils étaient les moments de la réflexivité théorique, les occasions où je pouvais m'empêcher de tomber dans la logique systémique et rectifier le tir. Et les occasions où je pouvais tomber dans le piège ne manquaient pas. Un jour que je discutais avec une amie, professeure dans un autre département, de la stratégie à suivre (vu le refus souriant de la part des autres professeurs de signer mes papiers), elle commença par m'expliquer que mon orientation était un peu passéiste. Tout comme d'autres m'ont laissé entendre que c'était Freitag qui m'avait envoyé à l'abattoir à sa place. J'ai trouvé cela drôle, d'autant plus que Michel Freitag lui-même m'avait mis en garde contre le maintien

d'une position trop radicale. Mais que voulez-vous ? Les codes sont forts et tout le monde succombe un peu à leur influence. J'ai compris dans le cours de cette discussion que mon amie ne partageait pas ma visée de transformer l'UQAM en communauté intellectuelle. Cela ne m'a pas surpris. Je la connaissais de longue date et je savais que son appui était fondé sur le socle ferme de l'amitié, de l'amitié politique même. Mais je savais également que sa réticence était partagée par la plupart de nos collègues. Plus nous parlions, plus je me fâchais, déçu en dépit de tout ce que je savais, mais aussi à cause de tout ce que je savais, entre autres l'incapacité dans laquelle j'avais été jusqu'alors de traduire cette visée en programme limpide. Malgré notre petite querelle contenue, nous sommes parvenus à discuter de stratégie et c'est elle qui m'a suggéré de parler au syndicat. Je l'ai remerciée et je me suis excusé avant de raccrocher.

Seul dans mon appartement, je me suis mis à réfléchir aux raisons de ma colère. J'ai compris que je m'étais fâché parce que j'avais commencé à désirer, non pas le poste, mais les choses que je pensais pouvoir accomplir. J'avais commencé à me prendre au sérieux, à investir de mon ego dans l'affaire, malgré tout ce que je m'étais promis. Cela m'a surpris. L'intérêt revêt décidément les formes les plus diverses. Il y a plusieurs manières de se leurrer, et aucune n'est aussi sournoise que de cacher son narcissisme sous l'énoncé de la théorie et l'affirmation de la volonté du bien public. Qui plus est, plus je me fâchais, moins je voyais clair. Cette amie m'avait donné un excellent conseil que j'ai failli ne pas entendre pour des raisons de désaccord théorique. Le comble de l'affaire était qu'elle avait aussi une bonne leçon à me donner sur la façon de parler aux professeurs qui, s'ils m'appuyaient, allaient m'appuyer comme elle le faisait : pour mon style, pour un dégoût partagé devant les ennuis d'une gestion insensée, pour des idéaux assez communs mais aussi assez vagues pour permettre des désaccords sur les actions à poser. En fait, elle m'appuyait parce qu'on riait bien ensemble, et l'appui que j'allais m'attirer viendrait en grande partie de ce que je faisais rire le monde. Ce qui n'est pas rien pour un recteur, même pour un aspirant recteur.

J'ai donc suivi son conseil et j'ai appelé le syndicat pour demander si je pouvais m'adresser à mes collègues du conseil syndical. Je ne voulais pas l'appui du syndicat, ai-je expliqué à la présidente, je voulais tout simplement leur faire comprendre que ma candidature était bel et bien sérieuse, chose, me semblait-il, qui leur était difficile à croire. La présidente m'a rappelé après sa rencontre avec l'exécutif pour me dire que l'exécutif ne voyait pas d'objection à présenter ma demande au conseil. En même temps, elle a ajouté que mon collègue Jacques Lazure avait formulé la même requête, et du coup j'ai appris que j'avais un concurrent

parmi les professeurs. Petite blessure narcissique, mais surtout une occasion de me réjouir. Peut-être d'autres finiraient-ils aussi par comprendre que cela prenait un intellectuel à la tête d'une université. Que mille fleurs fleurissent, ai-je répliqué avant de raccrocher.

La veille du conseil syndical où j'allais prendre la parole, j'ai rencontré les étudiants de mon laboratoire de maîtrise. Après qu'ils eurent fait leurs rapports de recherche, j'ai fait le mien, en leur expliquant que je n'arrivais pas à formuler par écrit ce que je voulais dire aux membres du conseil syndical le lendemain. À plusieurs reprises cette semaine, leur ai-je dit, je m'étais assis devant l'ordinateur, mais de nouveau les phrases qui étaient sorties me dégoûtaient. C'était d'autant plus étrange que cette même semaine j'avais préparé un texte pour une soirée commémorant la mort de Lévinas et n'avais éprouvé aucun problème à le faire. Était-ce le sujet ? Était-ce le fait que je voulais convaincre des gens de quelque chose qu'ils n'étaient qu'à moitié disposés à entendre ? Ou était-ce vrai que les codes sont tellement opérationnels que la pensée critique n'a plus d'emprise discursive sur la société ? Mes étudiants m'ont dit que c'était souvent comme cela lorsqu'on nageait contre le courant, mais que ce n'était pas grave. On n'avait qu'à se lever et à ouvrir la bouche. Les mots en sortiraient, peut-être heurteraient, mais si on « parlait vrai », les gens finiraient par se rallier. Ils voyaient cependant le problème, et voyaient aussi que c'était un problème théorique.

Fortifié par notre discussion, je suis rentré chez moi, où j'essayai à nouveau de mettre sur papier électronique les mots que je voulais prononcer le lendemain. Rien d'agréable ne sortait. J'ai éteint l'ordinateur et je me suis couché, me disant qu'il me fallait me faire confiance, me fier à la théorie maintes fois discutée et bien intégrée dans ma tête, bref, que si la théorie était juste et si je parlais vrai, il n'y avait rien à craindre. Le lendemain après-midi, assis dans une salle au niveau du métro de l'École de gestion, je griffonnai quelques idées sur un bout de papier en vue de mon allocution, pendant que nous répétions, pour la énième fois, la social-démocratie allemande fin de siècle. Arrivé le moment des discours des deux candidats professeurs au poste de recteur, je fus content de voir qu'on procédait par ordre alphabétique. Jacques Lazure s'est levé le premier et a livré une critique cinglante de la gestion actuelle, promettant de couper fort, et radicalement, avec les pratiques courantes. Il avait un vrai programme, qu'il annonça d'un ton impressionnant. Il allait commencer en abolissant tous les vice-rectorats. Un politicien qui s'impose, aurait-on dit. Aucun humour. Aucun clin d'œil à l'« insoutenable légèreté de l'être ». Très sérieux. Très admirable. Un sens civique. Il ne rigolait pas, tout en laissant comprendre que lui aussi se présentait parce qu'il en avait marre et qu'il

pensait qu'il était de notre devoir de changer les choses. Mais il ne le ferait pas à n'importe quel prix, disait-il, et certes pas sans l'appui des professeurs.

Ensuite je me suis levé. J'ai commencé sur un ton tout autre. J'ai expliqué à mes collègues que je cherchais à leur parler parce que, bien que tout le monde me sourît, m'appelât « monsieur le recteur », personne ne voulait signer mes papiers de mise en candidature. Je pouvais bien comprendre qu'ils ne me prissent pas au sérieux. Cela faisait des années que je faisais des farces aux réunions du conseil syndical. Mais je leur ai assuré que ce n'était pas parce que j'étais drôle que je n'étais pas sérieux. En fait, leur ai-je expliqué, j'avais pris une décision quelques années auparavant (grâce à mes collègues du département d'ailleurs) de ne plus me fâcher avec le monde, parce que je ne voulais pas me rendre fou. Et tout dans l'université peut rendre fou si on croit un tant soit peu à son métier. Je n'entrerai pas dans les détails aujourd'hui, mais je leur ai raconté quelques histoires, pour illustrer mon point de vue et pour souligner comment le fonctionnement actuel de l'université produisait du non-sens dont souffraient les professeurs. J'ai expliqué comment le fait d'être administré pendant dix ans par des maoïstes organisationnels avait produit cette situation, et que si on voulait la changer il fallait bien placer au poste de recteur quelqu'un ayant une autre vision des choses. Quelqu'un qui ne soit pas un technocrate, mais un intellectuel. Et que j'en étais un. Je leur ai dit qu'ils savaient, comme moi, comme il était difficile de faire bouger les institutions contemporaines, et que je n'avais aucune illusion quant à ce que je pouvais accomplir seul, mais que je croyais qu'ensemble, parce qu'une université est un lieu collégial, on pouvait essayer de changer un peu les choses, si, comme moi, ils préféraient le sens à la folie. J'ai conclu en leur rappelant que cela faisait des années que je leur disais qu'advenant une vacance du poste de recteur je me présenterais. Le poste devenu vacant, je me présentais. Ils pouvaient donc être assurés que j'étais un gars qui tenait ses promesses. Je leur dis ensuite que je leur faisais trois promesses. Primo, je ne cherchais qu'un seul mandat. Secundo, je continuerais de donner un cours par année durant mon rectorat, afin de montrer concrètement que la fonction intellectuelle de l'université avait préséance sur toutes les autres. Tertio, j'offrirais les meilleurs « parties » jamais vus à l'UQAM. Je leur ai dit autre chose encore, mais je pense que cela suffit pour vous donner l'idée du ton. Des questions ont suivi, dont une sur les « parties ». Les gens ont bien ri, et ensuite, quatre ou cinq personnes sont venues immédiatement signer mes papiers et en prendre quelques copies pour diffusion dans leur département. Un collègue m'a même dit qu'il attendait, pour signer, de voir si j'étais sérieux.



À vrai dire, j'étais fort content de moi. En effet, la théorie marchait. J'avais trouvé les mots pour les toucher. L'humour est une arme formidable et le style est tout parce qu'un politicien aujourd'hui est un artiste. J'ai compris pourquoi j'avais tant de difficulté à écrire ce discours, compris qu'en effet il s'agissait de quelque chose d'impossible à écrire. Le style appartient au théâtre du clown, du funambule. La théorie comporte de la rhétorique. Un intellectuel participe au débat en partie pour le plaisir. La politique est aussi esthétique et l'esthétique est partie intégrante de la normativité postmoderne, de la normativité tout court. On voit bien aujourd'hui ce qui était « l'amont » de Luhmann. Ce sont les thèmes que nous discutons ici en filigrane depuis des années.

Mais le style n'était pas suffisant pour trouver deux cents signatures. Les gens qui avaient pris mes papiers m'ont dit par la suite que lorsqu'ils en parlaient à leurs assemblées départementales, la réaction était celle que j'avais connue avant mon discours au conseil syndical. Les professeurs refusaient de croire que j'étais sérieux. Je savais maintenant que je pouvais les détromper, mais pour cela il m'aurait fallu aller voir les mille professeurs, me présenter à toutes les assemblées départementales, et il ne restait pas assez de temps pour cela. Quand même, me disais-je, pense à Jimmy Carter qui traversait les États-Unis pendant deux ans pour solliciter l'investiture démocrate à la course présidentielle. Tu peux au moins essayer l'équivalent au sein des murs de l'UQAM. Je me suis promené alors un après-midi dans les couloirs des divers pavillons en quête de personnes que je connaissais de nom et que je soupçonnais être favorables à ma position. Quelle expérience étrange ! Comme d'habitude, presque personne n'était à son bureau. J'ai découvert des passages dont j'ignorais l'existence, surtout dans les nouveaux pavillons. Je découvrais de nouveaux coins dans certains édifices qu'il m'importait de connaître si je devais être recteur. Cela aide, de connaître l'étendue de son royaume, songeais-je en comprenant une autre dimension du pouvoir, classique celle-là. Quant aux quelques professeurs que j'ai trouvés à leur bureau, j'ai constaté qu'ils souffraient autant que je le pensais, mais qu'ils ne pouvaient pas faire plus que signer mes papiers et me faire part de leurs doléances. En fait, ils font à leur niveau ce que nous faisons dans nos séminaires : grommeler, comme les intellectuels l'ont toujours fait, sur le cours que suit le monde. J'ai compris également que je n'allais jamais rejoindre les mille professeurs, ni ramasser les deux cents signatures que j'aurais souhaité avoir en déposant ma candidature. Lorsque j'ai parlé à mon collègue Jacques Lazure une semaine plus tard, il m'a dit qu'il s'était désisté, faute d'un appui suffisant. Je lui ai dit que moi non plus, je n'avais pas un nombre impressionnant de signatures, mais que j'allais persister jusqu'au bout. Après tout,

c'était aussi mon projet de recherche, et je devais en faire un rapport à mes étudiants.

Pourtant j'avais de l'appui, et de sources inattendues. Mon directeur m'a convoqué un jour pour me dire qu'il allait m'appuyer et qu'il allait faire pression là où il pouvait pour s'assurer que mon nom soit inscrit sur la liste soumise à une consultation auprès des professeurs. Il trouvait important que le débat ait lieu, même s'il me disait en même temps qu'il allait m'abandonner vers la fin pour appuyer Mme Leduc, l'actuelle vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec et candidate pour le poste de recteur. Il m'a même suggéré d'agir pareillement, c'est-à-dire de considérer la possibilité de me retirer avant le moment du scrutin pour donner mon appui à Mme Leduc. Il agissait en stratège et en cela je ne pouvais que l'apprécier. Son appui — et ses limites — était du moins plus clair que celui que d'autres m'avaient offert. Je m'amusais un peu en pensant au terme qu'il employait pour décrire le prestige du département de sociologie dans l'université. On nous considère, m'a-t-il confié, comme la « big blue machine ». Peut-être était-ce vrai. Peut-être était-ce dit pour que j'apprécie davantage son appui, sans parler de son calcul selon lequel mon entrée en lice marginaliserait davantage la concurrente principale de Mme Leduc, Mme Junca-Adenot, candidate venant de l'intérieur de l'UQAM et qui bénéficiait, selon les rumeurs, de l'appui de la présidente du syndicat et de tous les professeurs satisfaits de patauger encore dans la « slush » uqamienne. J'étais cependant d'accord avec lui sur un point : ma présence dans le débat aurait été salutaire. Mes collègues du département semblaient être d'accord, car ils avaient signé mes papiers en grand nombre. Mais à la fin, faute de m'être organisé comme il aurait fallu, je devais compter sur l'impression que j'avais réussi à créer par le biais des médias, internes et externes à l'UQAM, sur l'éventail des trente-cinq signatures ramassées, sur la « big blue machine » et les conduits de l'influence informelle, sur les attentes suscitées dans l'opinion publique universitaire quant au débat à venir et donc sur l'embarras qu'un refus d'emblée aurait causé à l'UQAM. Bref, je dépendais de la force morale et de la bonne volonté du comité. Comme tout intellectuel, j'avais réussi à me rendre dépendant des technocrates que je critiquais, car le comité de sélection ne comptait qu'un professeur, et je n'étais pas d'accord avec lui sur bon nombre de points, à en juger d'après ses interventions aux réunions du conseil syndical. Mais les dés étaient jetés et j'avais mordu suffisamment pour espérer être convoqué en entrevue et pour m'illusionner sur mes chances d'être retenu sur la liste finale.

D'un côté, je riais. Avec des amis je me suis laissé aller à imaginer les scénarios les plus positifs et les plus invraisemblables. Je racontais que ma campagne avait été

modélisée sur le compte rendu fictif de l'ascension à la papauté d'un moine anglais obscur nommé Hadrien le Sept, œuvre romanesque du même nom écrite par l'auteur Frederick Rolfe (connu sous son nom de plume : Baron Corvo), et transformée en une pièce de théâtre du même titre que j'avais vue à Londres au début des années soixante-dix. J'élaborais des scénarios tellement plausibles que les gens autour de moi commençaient à croire que je risquais d'y arriver par une série de circonstances abracadabrantes, une série de calculs erronés cumulatifs qui auraient comme facteur commun le fait que personne n'y croyait. Raisonner ainsi était plaisant, au moins, et alimentait la discussion aux dîners. C'était aussi un peu délicat, parce que cela entretenait momentanément des illusions dont j'avais déjà pris la mesure.

D'un autre côté, je me souviens qu'en revenant de l'université une de ces journées précédant la déposition de ma candidature, conscient du fait que je n'avais pas réussi à ramasser beaucoup de signatures, que des amis très proches n'avaient pas réussi à en ramasser plus de deux, je me suis demandé, à l'instar de mon collègue Lazure, pourquoi je persistais. Je me souviens qu'en montant l'escalier roulant dans le métro, j'ai pensé au thème du sacrifice dont j'avais parlé lors de ma conférence sur Lévinas. Lévinas, comme j'ai essayé d'expliquer lors de cette soirée commémorative, a osé penser Dieu après Auschwitz. Il nous expliquait comment l'autre, petit a, ne suffisait pas à fonder le monde ; que Dieu était l'Autre, A majuscule, et que nous, les êtres humains, devons puiser dans notre solitude pour le reconnaître et ainsi penser à tout ce que cela prenait pour agir dans le monde, dans la solidarité et dans l'amour intersubjectif, comme on aime en parler de nos jours. Une telle solidarité exige du sacrifice, exige qu'on mette de côté nos intérêts personnels en faveur de l'intérêt public, l'intérêt des autres, de tous les autres, c'est-à-dire de l'institution. Rien de plus difficile dans une démocratie. Et peut-être rien de plus difficile dans la vie. De toute éternité rien de plus difficile, pensais-je en montant l'escalier roulant. Et je me disais que c'était cela, le sacrifice du Christ. Il savait que les gens allaient le trahir, mal le comprendre, mais malgré tout, il faisait ce qu'il avait à faire parce qu'il devait le faire, parce que c'était cela l'amour, parce que Dieu l'avait commandé. Que les gens ne le suivissent pas n'était que l'état de choses. Alors, moi, de quoi me plaignais-je vis-à-vis de mes collègues de l'UQAM ? Qu'ils n'eussent pas signé ma mise en candidature ? Qu'ils n'eussent pas répondu à l'appel ? Que mon action dût en dépendre ? Ou que le sacrifice impliquât justement qu'on persiste tout en sachant qu'ils ne répondaient pas, qu'ils n'allaient pas répondre, et qu'on ne pouvait en faire une condition ? Car ce que l'on fait, on le fait parce qu'on doit le faire, parce que l'institution l'exige, parce que nous avons

décidé que l'institution l'exige, ainsi soit-il. Et arrivé en haut de l'escalier roulant, j'avais arrêté de me prendre pour le Christ. Après tout, Stephen, me suis-je dit, ils ne vont pas te clouer à la croix.

Le comité de sélection m'a convoqué en entrevue. Je m'y suis présenté, très détendu. On m'a posé plein de questions, auxquelles j'ai répondu. Je leur ai expliqué que l'université allait mal parce qu'elle était incapable de fonctionner selon les critères intellectuels qui constituaient sa mission première. Je leur ai donné des exemples du gaspillage énorme qui résultait de l'application par les dirigeants d'un modèle de gestion emprunté des usines pétrochimiques mais totalement impropre au travail intellectuel. Je leur ai parlé de l'incapacité où nous étions de refuser l'admission aux analphabètes et des effets pervers que cette impuissance entraînait. Je leur ai raconté que nos professeurs ne croyaient à rien, avaient perdu tout espoir, étaient écœurés par la langue de bois qui circule au nom du progrès, tout en reconnaissant que, du progrès, il y en avait. Je leur ai dit qu'un recteur est comme un artiste, qu'il doit proposer une vision des choses et encourager les professeurs à le suivre. Ils m'ont demandé ce que je ferais de mes journées. Je leur ai répondu que j'allais lever des fonds et, pour le reste, que je serais ici (« pour méditer », aurais-je dû ajouter, mais je n'y ai pensé que plus tard). Que j'allais donner un cours par année. Que j'allais rattacher le bureau de recherche institutionnelle au rectorat afin de savoir ce que font mes professeurs. Un membre du comité m'a demandé comment j'allais m'y prendre pour les contrôler. J'ai répondu que ce n'était pas pour les contrôler, mais pour savoir comment leur apporter mon concours. On m'a demandé pourquoi je n'avais pas postulé aux postes de direction auparavant. J'ai répondu que jusqu'alors je n'avais pas vu de sens à occuper ces postes pour mettre en application une gestion avec laquelle j'étais en profond désaccord. Enfin, j'avais compris que, pour changer des choses, il fallait aller directement au sommet, et que le reste s'ensuivrait. Quelqu'un m'a posé des questions sur ma crédibilité et sur mon leadership. Je lui ai expliqué que ma candidature avait suscité une certaine méfiance, mais que plus je parlais aux gens, plus ils voyaient de sens à mes propos, et que j'étais sûr que ma crédibilité ne ferait que croître lors des débats qui auraient lieu au cours de la campagne. Si, bien sûr, mon nom était retenu. Quant à mon leadership, l'ai-je rassuré, il n'y avait rien à craindre. Je crois maintenant que ces réponses étaient une erreur. À la fin, ils m'ont demandé si j'avais quelque chose d'autre à leur dire. J'ai dit alors qu'il m'intéressait, ne serait-ce qu'en tant que sociologue, de savoir quels étaient leurs critères de sélection pour le poste de recteur. Silence total. Personne ne m'a répondu. Cinq têtes se sont tournées vers le secrétaire général qui, tout en regardant

ses papiers, a murmuré qu'ils avaient toutes sortes de critères, du genre : « l'expérience administrative », « l'entregent », etc. J'ai compris alors que j'avais commis un impair quasi impardonnable. J'ai conclu en mettant sur la table la question qui, je le savais, les préoccupait le plus : mon peu d'expérience administrative. J'en ai parlé candidement, invoquant Margaret Thatcher qui avait bien expliqué que si on savait diriger une famille on pouvait aussi diriger un gouvernement. Je n'ai pas ajouté ce que j'avais dit au conseil syndical : que si Mike Harris pouvait diriger l'Ontario, je pouvais bien diriger l'UQAM. J'ai simplement mentionné que, bien que divorcé, j'avais éduqué deux enfants et que je n'avais aucune dette — une manière d'agir très traditionnelle, j'en conviens —, et je les ai quittés là-dessus. Six heures plus tard le secrétaire général m'appelait pour m'informer que ma candidature n'avait pas été retenue. Sans plus d'explications, mais avec leurs remerciements. Et je n'ai pas posé de questions non plus.

Quelle a été ma réaction ? J'étais déçu. Pendant quelques jours je me suis senti trompé. Je m'étais habitué à jouer ce jeu pendant quelques mois et, tout d'un coup, il n'y avait plus de jeu. Les autres ont pris leurs billes et sont rentrés manger, me laissant tout seul et désespéré. Mais je ne tenais pas personnellement à devenir recteur et, quelque part, j'étais probablement soulagé. Comment aurais-je trouvé le temps d'écrire les livres que je veux écrire ? Malgré mon discours sur le sacrifice, moi aussi, j'ai les intérêts d'un intellectuel. Et même avec un style différent, pour ne pas dire inusité, j'aurais eu du mal à faire tout ce que je voulais faire de ce point de vue. Peut-être, comme m'ont dit des proches et comme m'avait dit au tout début cette collègue dont je vous ai parlé, mes vrais talents sont-ils ailleurs. Mais l'idée qu'un simple professeur puisse diriger l'université sans abdiquer totalement ses fonctions intellectuelles m'a plu, me plaît encore. Il aurait été beau de montrer que ceci se fait et que la tâche de gestion n'est pas si compliquée. En fait, le vrai art de la gestion consiste à simplifier des choses, et ceci est d'autant plus vrai dans une société aussi complexe que la nôtre.

Cela m'amène à ma réaction relativement à la dimension publique de la décision du comité. J'ai été choqué. J'ai été choqué surtout par le silence qui a accueilli ma question sur les critères de sélection pour le poste de recteur que le comité s'était fixés. Je me suis dit que la situation était pire que nos analyses nous le laissent croire. Et après coup, je me suis dit que si j'étais choqué, c'était parce que je ne pouvais pas me permettre de l'envisager. Et cela parce que je devais compter sur un peu d'intelligence et de vivacité de la part du comité. Je ne pouvais pas compter sur deux cents signatures comme Mme Junca-Adenot pour forcer la note. Et puis aussi, bien que j'aie toujours averti mes étudiants qu'il ne fallait jamais sous-estimer la

stupidité de nos élites, je ne voulais pas avoir raison là-dessus. Les implications en sont trop graves. Mais voilà, on est rendu là. Cinq personnes tiennent dans leurs mains, ne serait-ce que partiellement, le destin d'une institution publique, et elles n'ont pas la moindre idée de ce qu'elles cherchent, pas d'analyse de la place de l'université dans la société contemporaine, ni de son fonctionnement actuel, ni de son fonctionnement souhaitable. Je ne demandais pas que ces gens partagent ma vision, mais je ne m'attendais pas non plus à ce qu'ils n'en aient pas du tout ou qu'ils ne soient pas capables de l'articuler et d'en discuter. Pensaient-ils vraiment que c'était un cadeau, devenir recteur de l'UQAM ?

En réfléchissant, j'ai compris qu'ils avaient une vision des choses et que cette vision était purement technocratique. C'est-à-dire qu'elle correspondait exactement à ce que Luhmann définit comme la finalité d'une institution autoréférentielle : il faut assurer le maintien et la reproduction de la sphère en question telle quelle. J'avais, de fait, commis une faute en posant ma question, parce que je leur demandais de réfléchir sur ce qui, selon leurs codes, n'a pas besoin d'être pensé. Une culture technocratique est une culture de silence, qui pèse avec tout le poids de l'état des choses sur le comportement de ses membres ; qui répond aux questions par des faits (c'est le critère de la faisabilité dont parlait Freitag, dans une société décisionnelle où le contrôle a remplacé non seulement la propriété, mais l'autorité également). Dans le cas de l'université, cela implique que la formation remplace la culture, et comme j'ai essayé de le signaler aux membres du comité de sélection, une telle évolution porte en son sein un problème qui se posera à la société, lorsque l'ensemble de ses dirigeants ne posséderont plus aucun savoir synthétique, aucune culture commune en dehors des techniques de gestion et des stratégies de survie. On le voit déjà dans la moralisation des chefs politiques qui caractérise nos débats actuels, fait que Luhmann déplore eu égard aux problèmes graves que la société complexe doit affronter, problèmes de l'ordre de l'écologie ou de la justice sociale, pour ne nommer que ceux-ci. Pourtant, il ne faut pas désespérer. D'abord, cela ne nous est pas permis. Ensuite, toute cette démarche était aussi une recherche sociologique, et une recherche est toujours instructive. Il suffit de bien lire les données. On s'étonnera de ce qu'on peut y voir. Dirigeons alors notre attention sur ce dernier aspect de cette aventure, car j'ai encore une petite dette envers mes étudiants que je tiens à rembourser.

\*

Peu importe ce qu'on peut dire à l'égard du comité de sélection, le vrai problème ne réside pas là. C'est comme si on reprochait aux technocrates d'être des technocrates. Beaucoup plus importante, et beaucoup plus inquiétante, est la prolifération de cette mentalité dans toutes les couches de la société. Dans le cas qui nous préoccupe ici, il s'agit de la mesure très large dans laquelle les professeurs eux-mêmes partagent cette conception. Et c'est pourquoi je répète ce que j'avais relevé dans mon article sur la stratification contemporaine, à savoir que la démocratie est l'idéologie dominante de la technocratie, dans la mesure où l'on peut encore parler d'idéologie. En fait, la démocratie renvoie au processus d'inclusion qui caractérise depuis longtemps, et de plus en plus, les sociétés contemporaines. Ceux et celles qui voudraient agir politiquement pour changer ces sociétés doivent élaborer des stratégies qui composent avec ce fait indéniable, et, dois-je ajouter, souhaitable. Après tout, une des grandes conquêtes de l'humanité consiste dans le fait que les perdants dans la quête du pouvoir ne perdent plus leurs têtes mais siègent sur les bancs de l'opposition au parlement. C'est ce que Luhmann nomme la « bifurcation du pouvoir » au sommet du système politique, dont la contrepartie se trouve dans la pullulation des intérêts à sa base. Cette situation rend la tâche politique de l'intellectuel très difficile, parce qu'il ne peut plus s'adresser directement au prince qui, anciennement, détenait l'autorité et les moyens de la souveraineté.

L'intellectuel, comme on peut apprendre du cas de Tocqueville, est fondamentalement un aristocrate. Nous-mêmes, nous sommes liés par l'esprit, par le plaisir que nous tirons de notre entreprise analytique, et il est indéniable qu'il s'y insinue un certain degré d'orgueil, pour donner à ce trait son nom le plus élégant. Écoutons ce que Tocqueville écrit dans le tome II de *La démocratie en Amérique*<sup>1</sup> : « Ce que je reproche à l'égalité, ce n'est pas d'entraîner les hommes à la poursuite des jouissances défendues ; c'est de les absorber entièrement dans la recherche des jouissances permises. Ainsi, il pourrait bien s'établir dans le monde une sorte de matérialisme honnête qui ne corromprait pas les âmes, mais qui les amollirait et finirait par détendre sans bruit tous leurs ressorts » (p. 138-9). Ou : « Ce qui met en danger la société, ce n'est pas la grande corruption chez quelques-uns, c'est le relâchement de tous » (p. 216). Ou encore : « Ce qui détourne les hommes des démocraties de la grande ambition, ce n'est pas la petitesse de leur fortune, mais le violent effort qu'ils font tous les jours pour l'améliorer. Ils contraignent leur âme à employer toutes ses forces pour faire des choses médiocres : ce qui ne peut manquer

---

<sup>1</sup> Charles Alexis Clérel de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, introduction de Laski, Gallimard 1961.

de borner bientôt sa vue et de circonscrire son pouvoir. Ils pourraient être beaucoup plus pauvres et rester plus grands » (p. 252). Et enfin : « Loin donc de croire qu'il faille recommander à nos contemporains l'humilité, je voudrais qu'on sefforçât de leur donner une idée plus vaste d'eux-mêmes et de leur espèce ; l'humilité ne leur est point saine ; ce qui leur manque le plus, à mon avis, c'est de l'orgueil. Je céderais volontiers plusieurs de nos petites vertus pour ce vice » (p. 255).

Faut-il rappeler que Tocqueville était un aristocrate frustré en politique, maladroit même ? Et il est pourtant celui qui a le mieux compris l'Amérique, qui jusqu'à aujourd'hui a le mieux vu la démocratie, parce qu'il voulait analyser non pas le lendemain mais l'avenir, comme il a si bien dit lui-même. Le message est-il que le théoricien voit ce qu'il voit justement parce qu'il est aristocrate, et ceci depuis Platon, et que la démocratie rend la transfusion intellectuelle de lui à la société seulement un peu plus difficile ? Peut-être, lorsque le savant devient un politique — pour paraphraser Weber, dont la manière de voir est si proche de celle de Tocqueville —, lui faut-il pactiser avec les contraintes spécifiques de ce domaine, changer de chapeau, pour ainsi dire, et utiliser sa théorie pour mieux savoir comment manœuvrer sans trop trahir ses idéaux, tout en les salissant un peu, comme des chaussures qu'il faut bien porter un jour.

Qu'est-ce que j'ai appris alors en me salissant ? J'ai appris que lorsqu'on s'engage en politique, on ne doit rien vouloir, strictement rien, et que c'est toute une discipline que de l'apprendre. Il y a une maîtrise de soi à apprivoiser, et cela ne se fait pas autrement qu'en agissant, et en se laissant toujours l'espace pour faire ce retour réflexif au milieu de l'action. Décidément, le but en démocratie, comme toujours en politique, n'est pas de représenter les multiples intérêts mais d'offrir une vision, de présenter une idée du monde et de ce qu'il y a à faire sans trop présumer que cette idée est autre chose qu'une idée, ou qu'elle se rapproche d'une quelconque volonté générale. Les gens sont libres de la prendre ou de la laisser, et c'est mieux comme cela, mais si vous y tenez, tenez-y bien, avec toute la responsabilité que cela implique. N'oubliez pas non plus que le style compte pour beaucoup, et parce que vous offrez une vision du monde dans un contexte démocratique, ce n'est pas dans le programme que les gens la verront mais plutôt dans le style — dans la forme, si je peux reprendre une idée de Freitag. On peut même dire qu'il n'y a pas de contenu sans la forme qui convient, et qu'en l'absence de forme, ce n'est qu'une langue de bois. Et que là aussi, c'est dans l'action que le programme se dessinera plus précisément, et les mots aussi. Arrivé à la fin de ma campagne, je pouvais enfin expliquer un peu mieux ce que j'entendais par



« communauté intellectuelle ». Ce n'était pas de la nostalgie pour une université qui n'a jamais existé, ni une vision dogmatique qui empêcherait ceux et celles qui voulaient élaborer des réseaux de continuer à le faire. C'était plutôt l'idée que tout cela s'accomplit dans un contexte qui produit du sens, dans une université où les professeurs ont le temps de lire les travaux de leurs collègues et d'en discuter, et d'où les étudiants sortent munis d'une culture à la hauteur de leur civilisation. C'est simple, en fait, comme je l'ai toujours prétendu, mais cela s'explique encore mieux par des exemples qui vont aussi fournir des prétextes à d'autres qui voudraient manifester leur désaccord.

Je pourrais ajouter que j'ai appris que les intellectuels doivent s'organiser s'ils veulent occuper des postes de pouvoir. Pour s'organiser, il leur faut vouloir le pouvoir. Moi, je ne l'ai pas assez voulu. Cela peut paraître paradoxal, relativement à ce que je vous disais tout à l'heure, à savoir qu'il ne faut rien vouloir en politique. Mais la démocratie produit des paradoxes, et lorsque je dis qu'il faut vouloir le pouvoir, je veux dire qu'il faut prendre son engagement suffisamment au sérieux pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'atteinte de ses objectifs. En politique, et surtout en démocratie, les idées sont nécessaires mais elles ne suffisent pas. Même dans une université, elles ne suffisent pas. Si je voulais être recteur autant que je le disais pendant les dernières années du mandat du recteur Corbo, il y a longtemps que j'aurais dû commencer à m'organiser. Je ne peux que conclure que, comme tout intellectuel, je ne le désirais pas tant que cela, certes pas assez pour faire ce que ma propre analyse m'indiquait être nécessaire.

Dernière leçon, et peut-être la plus importante. Ce que prévoyait Tocqueville, ce qui hante Luhmann et Freitag, me semble être de la plus grande importance. Comment empêcher le relâchement de tous, l'amollissement de toutes nos âmes ? Ce que j'ai dit au comité de sélection à propos de mes collègues, je le tiens pour le danger contemporain par excellence. Je me questionnais sur ce qui me motivait à persister dans cette lutte alors même que les gens qui partageaient mon analyse critique des institutions contemporaines ne manifestaient pas le moindre enthousiasme en apprenant ma candidature. Leur réaction n'était-elle pas inconsciemment liée à la difficulté qu'avaient l'ensemble des professeurs de croire au sérieux de ma démarche ? Même en admettant que je ne fusse pas le candidat le plus apte, ni le plus convenable, il y avait dans leur refus de croire quelque chose qui dépassait mon programme et ma personnalité. Ce que je leur montrais, c'était qu'un professeur pouvait aspirer à diriger l'UQAM ; en d'autres termes, qu'eux pouvaient aussi se présenter. Mais ils ne l'ont pas fait, pour les mêmes raisons que

celles pour lesquelles ils ne m'ont pas pris au sérieux. Ils ne croyaient pas, ni en moi, ni en eux-mêmes, ni en rien. Et c'est cela qui est grave.

Dieu est mort, a proclamé Nietzsche, et les gens l'ont cru. Peut-être ne faisait-il qu'annoncer l'accomplissement de la modernité, son achèvement postmoderne. De toute façon, on peut comprendre pourquoi, malgré la conceptualisation de Michel Freitag, la rupture entre la société traditionnelle et la société moderne demeure une des ruptures les plus brutales dans l'histoire humaine. Lévinas continuait à poser la question de Dieu dans le monde contemporain, mais il est mal compris et les gens n'en voient pas tellement le sens. Pourtant la question est capitale. Tocqueville l'a bien compris, car il disait que la religion était essentielle à la liberté, et d'autant plus exigée que la société se démocratisait. J'ai persisté dans ma campagne parce que je crois ; mais quelle est la nature de cette foi qui m'anime et comment peut-elle être partagée ? Est-ce la foi juive, celle qui m'a imprégné quand j'étais petit et qui ne me lâche pas ? Est-elle caractérielle, comme l'anarchisme ? Peut-on l'apprendre, de façon séculière, comme un art zen — comme je l'ai constaté au cours de ces derniers mois ? Les mots de Tocqueville sont-ils utiles, lorsqu'il écrivait : « L'habitude de l'inattention doit être considérée comme le plus grand vice de l'esprit démocratique » (*op. cit.*, p. 232) ?

Que puis-je vous répondre, à vous les jeunes de la génération montante ? Pourtant, je ne pense pas inutile de suggérer que la question de la foi est une question centrale et deviendra pour vous de plus en plus centrale au fur et à mesure que la passion de la jeunesse sera domptée par la vie postmoderne. Pour vous aussi, et pour vous surtout, il sera nécessaire de trouver la foi et de la garder. Et pour ce faire, il s'agit d'abord de la comprendre afin de savoir comment la reconnaître. Comme l'écrivait Rilke à M. Kappus dans ses *Lettres à un jeune poète*, il suffit peut-être de se rappeler qu'on ne la perd jamais vraiment, que « Dieu s'approche de toute éternité ». « Et pour le reste, ajoutait Rilke, laissez la vie s'accomplir. Croyez-moi : la vie a toujours raison ». À cela, pour le moment, je n'ajouterai rien.

## DISCUSSION

**Quelqu'un :** Vous avez parlé de la prolifération des programmes, des professions dévalorisées. On se demande comment il est possible qu'on en soit rendu là, et où cela s'en va si on continue seulement avec des technocrates...

**Stephen Schecter :** Je pense qu'on peut expliquer comment on en est arrivé là. Il y a d'une part le fait que l'université, comme n'importe quelle autre sphère institutionnelle, devient de plus en plus autoréférentielle et s'ouvre à ses environnements internes et externes. De multiples pressions sont exercées sur l'université pour qu'elle s'ouvre dans ces directions. Il y a d'abord le mode de financement de l'université : quand on finance l'université au prorata du nombre de personnes admises, les universités se cherchent une clientèle. Alors, on ouvre des programmes courts, un certificat en amène un autre, on gonfle les effectifs, on embauche les professeurs, etc., les gens abandonnent cela après quelques années et maintenant on se trouve dans une crise budgétaire. Il y a cette logique. D'autre part, Michel a déjà expliqué comment les savoirs disciplinaires sont bousillés, complètement éclatés, même épistémologiquement parlant, en partie par le type de logique selon lequel sont appelés à fonctionner les programmes. Chaque professeur crée ses recherches, il est financé sur cette base ; et les gens aiment financer des choses qui sont socialement utiles, qui sont méthodologiquement quantifiables, etc. Toutes ces forces sont à l'œuvre. Est-ce qu'il est possible d'arrêter le processus ? Je pense (c'est une des choses que j'ai essayé de suggérer lors de ma campagne) que oui, si l'université est prête à agir, et à affirmer que les critères qui lui sont propres, et d'abord les critères intellectuels, doivent prendre le pas sur les autres. Mais cela implique, par exemple, qu'on renégocie avec le gouvernement le mode de financement de l'université. Parce que si on continue comme ça, malgré toutes les belles théories et les idéaux possibles, l'université va se casser la figure, elle n'aura plus d'argent. Cela implique qu'on ferme la plus grande partie de ces certificats courts, qu'on ne permette pas aux gens d'obtenir un baccalauréat en accumulant des certificats, parce qu'une fois qu'ils ont le baccalauréat, selon les règlements, ils ont le droit de poursuivre à la maîtrise. Et si on prétend appliquer à l'étudiant les exigences propres à la discipline, l'étudiant peut poursuivre l'université, amener un grief, pointer le règlement et brandir son droit. C'est ce qui s'est passé au département de mathématiques, où le père d'un étudiant qui avait coulé son stage a

appelé le secrétaire général, lequel a fait un peu de pression morale ; la professeure, une nouvelle, a accepté de modifier la note, et cela a fait scandale, les gens ont échangé des lettres dans les journaux publics... Tout le monde dit que c'est absurde, mais tout le monde a fonctionné selon les procédures. Alors, je pense que l'université peut changer, mais cela exigerait qu'il y ait une communauté intellectuelle. Qui peut initier ce changement dans une université, si ce n'est les professeurs ? Parce que c'est sur eux que repose essentiellement l'université. Mais j'ai essayé d'expliquer que même là il y a une certaine résistance.

**Gilles Gagné :** Mais John Maynard Keynes, qui faisait pourtant partie de l'aristocratie, n'a pas réussi, lui, à être engagé comme fonctionnaire aux Indes. Je dis ça pour te consoler... Ce matin, j'ai fait le tour des librairies autour d'ici : il y a des histoires de sa vie, des rééditions de ses ouvrages, etc. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il est un peu exagéré de dire des intellectuels que, soit ils grommellent dans leur coin impuissants, soit ils veulent devenir recteurs. Les intellectuels, ils peuvent aussi vouloir être John Maynard Keynes. J'ai l'impression que plusieurs de tes collègues considèrent d'ailleurs que c'est là leur devoir premier, et jugent que l'administration des choses ne devrait pas leur revenir. Et il ne faudrait pas que tu les moralises trop en les accusant de ne pas prendre sur eux de mettre du charbon dans la fournaise de l'université. Il ne faudrait pas exagérer. Plusieurs considèrent que la boîte devrait marcher à peu près toute seule, vu que c'est si simple de la faire marcher, et qu'on devrait les laisser enseigner, penser et écrire. Même si ce sont des intellectuels critiques. On ne peut pas leur dire : si vous êtes des intellectuels critiques et que vous ne vous mêlez pas de devenir recteurs, vous êtes en contradiction.

Mais revenons à ta candidature ; j'ai dit depuis le début que si tu étais le seul professeur sur les rangs, alors tu avais de bonnes chances. Quand on m'a dit que tu te portais recteur, la première pensée qui m'est venue a été : merde, c'est génial ! Si jamais il n'y a que des technocrates contre Schecter, Schecter sera recteur ! Et jamais je n'aurais cru qu'on ne te *laisserait pas* être candidat ! Ça, vraiment, je me fais reproche d'avoir été moi-même en retard sur la réalité. Je me suis plutôt dit qu'il pouvait arriver cette chose géniale : trois ou quatre petites madames qui ont passé leur vie dans le brassage des factures et dans l'administration des banalités contre Schecter ; j'ai cru qu'alors les profs se diraient : quand même, soyons raisonnables, votons pour Schecter... même si Schecter n'est pas raisonnable. Or ils ne t'ont pas laissé être candidat. Or, toi tu dis que ce n'est pas le comité qui ne t'a

pas laissé être candidat, tu dis que ce sont les profs, tes collègues, qui n'ont pas cru en toi. Je pense que tu as un peu raison. Mais je veux juste te faire remarquer que peut-être ils n'ont pas cru en toi parce qu'ils ne croient pas qu'il soit nécessaire pour être un intellectuel, un professeur, un enseignant, de s'occuper du jargon d'entreprise, et parce qu'ils pensent que l'université devrait marcher toute seule. On n'est pas obligé de s'occuper de tout. J'ai l'impression que c'est ce que les collègues se sont dit : est-ce qu'il faut qu'on s'occupe de tout ? Mais je suis d'accord avec toi cependant que si on peut, dans une université, exclure d'autorité (ou je ne sais par quel moyen), le professeur qui se propose d'être recteur, ça va mal ! Parmi les candidats, il y a toutes sortes de gens qui, bien intentionnés par ailleurs, ne savent pas trop ce qui se passe ici, et un prof, qui à mon avis le sait, et lui n'a pas le droit d'être candidat... Là il y a un problème. Mais tu ne peux pas être trop dur avec tes collègues parce qu'ils ne se sont pas senti obligés de s'occuper de l'administration, et que, peut-être, ils ne croient plus qu'en ce qu'ils doivent faire chaque jour, avec des étudiants et avec des idées.

**Stephen Schecter :** C'est fort possible... Quelqu'un m'a écrit une lettre de trois pages pour m'expliquer pourquoi ma campagne ne l'intéressait pas : parce qu'il a une revue, et que la seule chose qui l'intéresse depuis six ans est de faire marcher sa petite revue. Mais je ne suis pas d'accord pour dire que la boîte marche toute seule, parce que c'est exactement ça, le fonctionnement systémique : quand la boîte marche toute seule, c'est l'abolition de toute autorité. Et il me semble qu'une des conclusions de notre analyse est que ce qui est vraiment grave dans la société contemporaine, c'est justement cette perte d'autorité institutionnelle. Alors, si on ne peut pas insuffler dans ces institutions une certaine ligne de conduite, une certaine droiture, une certaine normativité... Mais la raison pour laquelle les gens font leur travail ici et là, c'est précisément qu'ils ne voient pas du tout comment ils pourraient insuffler une autorité quelconque. Et le problème, c'est qu'ils paient un prix énorme à cela : en s'occupant de leurs recherches, en s'occupant de leurs étudiants, etc., ils connaissent toutes les conséquences néfastes d'une boîte qui fonctionne d'une manière automatique : ils ne peuvent pas se donner entièrement à l'enseignement, parce que les conditions sont telles qu'ils sont la proie de mille et une demandes ; personne ne les écoute, ils produisent des recherches qui ne sont lues par personne ; ils ne peuvent même pas discuter avec des collègues dans le couloir, etc. (À moins de former comme nous un groupe ayant un projet commun.) Dans notre département, les étudiants des cycles supérieurs s'en plaignent. Ils disent qu'il est fabuleux qu'ici il y ait tant de recherche et que personne n'en discute, ils

disent qu'il n'y a pas de vie intellectuelle. Et je pense que ça, c'est une conséquence du problème fondamental qui est que les gens se disent que l'administration est quelque chose de très compliqué, et qu'ils sont contents que d'autres s'en occupent. Moi aussi je réagis comme cela, mais quand je le fais, je suis très conscient du fait que j'abdique, et que je me condamne à manœuvrer individuellement pour m'arranger à tirer mon épingle du jeu. Il ne s'agit pas de croire que quelqu'un qui a un poste de direction, d'autorité dans notre société, va s'occuper de tout. Il ne va s'occuper de rien... Je n'ai pas pensé que, moi, j'allais changer quoi que ce soit dans cette université ; j'aurais déplacé les choses de trois degrés, que ça aurait déjà été une victoire énorme. Mais c'est symboliquement que c'est énorme, parce que c'est une façon de dire qu'on ne veut pas des technocrates. On a des technocrates, on a des gens qui sont des « experts », pour gérer les meubles, les locaux, les horaires, pour nous donner du papier, pour s'assurer que la boîte fonctionne, mais ce n'est pas eux, avec leurs critères, qui vont déterminer l'orientation intellectuelle de l'université. Il me semble qu'il faut avoir quelqu'un qui va représenter cette position. Et je pense que ce n'est pas parce que les gens ne me voulaient pas moi qu'ils n'ont pas appuyé ma candidature, mais que c'est parce qu'ils ne peuvent pas imaginer qu'un professeur puisse diriger, précisément à cause de ce défaitisme que produit le fonctionnement systémique. Ils vont gueuler, oui, mais au fond ils croient que c'est mauditemment compliqué et qu'il faut quelqu'un qui a vingt-cinq ans d'expérience pour faire tout ce qu'ils n'aiment pas. Et ça, c'est un problème majeur dans toutes les institutions.

**Gilles Gagné :** Je ne veux pas dire que la chose marche toute seule et qu'il faut démissionner. Je veux dire que nous ne sommes pas venus à l'université pour l'administrer. Je ne suis pas venu ici pour administrer, et je ne peux pas blâmer le professeur qui n'a pas été le premier sur les rangs quand il s'est agi d'administrer. Et comme il y a de plus en plus d'administration à l'université, comme les autorités supérieures s'occupent de moins en moins de choses académiques et de plus en plus de choses administratives, on peut comprendre que les professeurs s'en dégoûtent. Moi, contrairement à toi qui a eu la sagesse d'éviter les tâches administratives, je me suis mêlé de tout, je me suis laissé faire et j'ai essayé d'améliorer les choses partout où j'ai pu. J'ai fait ça systématiquement depuis sept ou huit ans, et je ne suis pas convaincu que ce soit la meilleure chose que j'aie faite. Je suis même convaincu que c'est la moins « efficace », et qu'il y a de tes collègues, et toi y compris, qui sont plus efficaces pour transformer l'université lorsqu'ils en parlent, lorsqu'ils la décrivent, lorsqu'ils désignent les dangers. Je pense que jusqu'ici tu as été plus

efficace dans ta fonction de professeur que tu ne l'aurais été dans une fonction d'administration, relativement à tes principes. Dans la vie, il y a deux manières de changer les choses : ou tu convaincs quelqu'un, ou tu lui donnes des ordres. Tu t'es dit : puisqu'ils ne savent pas ce qu'est l'université, on va leur donner des ordres... ça n'a pas marché, je le déplore. Mais il reste qu'on peut aussi essayer de les convaincre.

**Astrid Berrier :** J'essaie de comprendre votre intervention. À ce que j'ai compris de la présentation, Stephen Schecter ne demandait pas aux intellectuels de jouer dans les fournaies, mais il leur demandait leur appui à une démarche ayant pour but de développer l'aspect intellectuel à l'université. Je pense que chaque professionnel à l'intérieur d'une boîte, chaque professeur, pour ce qui est de l'université, a la responsabilité de travailler à l'amélioration de la vie intellectuelle de ce que vous avez appelé la « communauté intellectuelle ». Je pense que c'est aussi une de leurs responsabilités. Et si on n'a pas envie de s'en charger soi-même, on peut tout au moins appuyer ceux qui font cette démarche. C'est comme ça que je vois les choses, de l'extérieur.

**Éric Pineault :** J'aimerais faire quelques remarques. La première concerne les termes de « professeur » et d'« intellectuel ». Peut-être qu'aujourd'hui, dans l'université contemporaine, il y a une séparation entre professeur et intellectuel qu'il n'y avait pas dans la modernité, où il y avait l'idée qu'un professeur était un intellectuel. Aujourd'hui, ce n'est peut-être pas possible de faire les deux, peut-être que la caractéristique d'intellectuel ne peut pas se réaliser dans la fonction d'être professeur. Et dans ce sens-là, je serais un peu plus radical dans l'analyse de l'université comme étant un système, en disant que le poste de recteur est peut-être devenu un poste purement organisationnel. Dans ce sens, ta volonté d'être recteur pour représenter une communauté intellectuelle me paraît un peu en porte à faux, elle me paraît reposer sur une conception encore moderne du poste de recteur comme représentation de l'unité d'une communauté universitaire en tant que communauté intellectuelle, alors qu'aujourd'hui le poste de recteur représente plutôt l'unité des activités de gestion de l'université, c'est devenu un poste purement organisationnel.

**Stephen Schecter :** C'est une idée intéressante. On peut faire l'hypothèse suivante : je voulais faire cela à l'intérieur de conditions postmodernes, d'une université qui fonctionne de manière technocratique, systémique, organisationnelle, etc. Alors

effectivement, il faut oublier ça, ce n'est pas là que le changement va s'effectuer. Mais pour le moment, je ne voyais pas d'autre place où puisse s'exercer potentiellement une autorité quelconque. Cela touche un peu à la question que Gilles a posée. La raison pour laquelle je suis un peu sceptique face à votre idée, c'est que jusqu'à assez récemment, la plupart des recteurs étaient des professeurs, la plupart des recteurs donnaient des cours. Le développement vraiment technocratique de l'université est assez récent. Alors, bien sûr qu'on peut influencer en enseignant, en promouvant le travail intellectuel, mais l'hypothèse que je faisais, c'était qu'il était possible et intéressant d'utiliser le moyen politique pour déjouer ce qui nous est imposé politiquement. Ce qui me paraissait intéressant dans cette expérience pour nous, sociologiquement ou socio-politiquement, c'était qu'une personne passe du domaine scientifique, ou sociologique, au domaine politique de l'action, c'était l'idée de passer de la théorie à l'action. L'idée est que, dans la mesure où on est dans une sphère autoréférentielle, on ne peut l'abandonner à sa logique : ce qu'on a maintenant, c'est juste le début, on n'a aucune idée où va nous mener le processus de laisser la boîte continuer de fonctionner s'il s'autonomise complètement. Il y a des surprises en perspective, des choses que les technocrates n'imaginent pas eux-mêmes. Je pense que même la technocratie est peut-être un concept un peu démodé, parce que les technocrates n'ont aucunement l'impression... Ils prennent des décisions, mais si on leur demande pourquoi ils les ont prises, ils vont vous répondre, comme à moi, par le silence. Quand j'ai demandé à Corbo pourquoi on avait des plans quinquennaux (le stalinisme vivant à l'UQAM), des plans quinquennaux et des plans de travail annuels, et pourquoi on allait avoir l'habilitation, il m'a répondu : il faut bien qu'on contrôle. Alors, il me semble que le seul autre modèle qu'on ait, c'est celui de l'autorité, l'autorité institutionnelle, la bureaucratisation formelle de Weber, etc., qu'on l'appelle comme on voudra. Et la question est, précisément comme le demande Éric, de savoir si on peut encore réinfuser les sommets des institutions devenues des organisations d'une autorité qui est propre à un moment historique antérieur ? Sinon, où placer nos efforts ? Ce doit être le même problème dans les hôpitaux, dans les ministères, dans les CSSMM, etc. Alors, c'est une petite expérience intéressante.

**Dario De Facendis :** Il me semble que la question de l'autorité que tu soulèves n'a pas de sens, parce qu'aujourd'hui il n'y a plus d'autorité rattachée aux individus exerçant certaines fonctions. La seule autorité que tu pourrais aller chercher dans la fonction de recteur est justement celle qu'on ne te reconnaît pas, c'est celle que pourrait te donner la théorie critique. Et cela te pose déjà un petit problème



insurmontable. Ensuite, sur la question de la communauté intellectuelle : quelle communauté ? et quel intellectuel ? On parle des professeurs. Oui, mais faisons le compte des professeurs, et voyons lesquels sont des intellectuels dans le sens où tu définis le mot. Regarde juste dans ton département... On ne parle même pas de départements complètement noyautés par l'anti-intellectualisme triomphant. On ne parle pas de pans entiers de l'université qui sont entre les mains de l'ignorance institutionnalisée. Bon, cela te prive déjà d'un certain nombre d'appuis. On n'est pas un intellectuel du seul fait d'être professeur. Ensuite, le problème avec la « communauté », c'est comment ça marche. D'après ce que je vois dans l'institution, chacun est aujourd'hui renvoyé à la logique de la survie, laquelle ne permet pas une démarche comme la tienne. Quand on te dit que tu es un poète, c'est une blague qui peut-être démontre justement que ceux qui t'ont écouté ont compris que tu n'es pas ou que tu ne voudrais pas être dans cette logique de la survie. Dans la logique de la survie, une démarche comme la tienne n'est pas acceptable. Dans la logique de la survie, on demande aux technocrates de s'occuper de nous. Dans ce sens, le problème qu'il y a à utiliser la notion de communauté n'est même pas que nous soyons sans communauté parce qu'il y aurait un repli des individus sur eux-mêmes, mais c'est qu'il n'y a pas d'individus, parce que l'individu doit justement sortir de cette logique de la survie. Cela ne m'étonne donc pas que tu aies échoué, parce que toute la situation était contre toi.

**Stephen Schecter :** Je pense que c'est encore poser le même problème que tantôt : l'idée de la communauté, l'idée qu'il faut créer, recréer une communauté, se situe dans la même perspective que celle d'investir les institutions avec l'autorité. Si, comme vous le dites, l'autorité se réfugie maintenant dans la théorie, c'est finalement parce qu'il n'y a plus d'autorité de type institutionnel, laquelle implique que les personnes au sommet et toutes les autres agissent selon les normes qu'ils ont intériorisées et qui n'ont pas besoin d'être explicitées dans des règlements innombrables. On sait qui est un professeur et qui est un étudiant, et quelle est la différence entre un doyen, un recteur, un étudiant... Mais à l'UQAM, tu ne le sais pas, à moins de lire les règlements. Et encore, ce n'est pas sûr, lorsque tout le monde a droit à ceci et cela... Tu ne peux pas dire à un étudiant : je regrette, mais c'est un échec. Une de mes étudiantes a rempli un formulaire de révision de note, et pour motiver le refus de la note, elle a dit simplement qu'elle trouvait la note inacceptable. Et avec cette raison, elle peut aller au comité de révision, cela va mobiliser des gens qui vont faire de leur mieux pour régler le problème, et pendant ce temps, ils ne produisent pas, ils n'écrivent pas, et après ils sont complètement

écœurés, ils sont démoralisés pendant quatre jours... C'est comme ça que la boîte fonctionne. Alors, évidemment, la question est de savoir si l'on veut investir normativement l'espace public et le transformer en quelque chose de l'ordre d'une institution en tenant compte du caractère pluraliste d'une université collégiale. Je suis un peu en désaccord avec ce que tu dis au sujet des intellectuels. Vous seriez surpris du nombre d'intellectuels qui existent ici. On ne peut pas simplement dire qu'un tel est un professeur, et tel autre un intellectuel. Mais le problème, je pense, c'est que les professeurs, comme tous les autres acteurs dans cette société, sont pris entre deux choses : d'un côté leur métier, et le sens de tout ce qu'ils aimeraient faire, en tant qu'êtres humains ; et de l'autre côté, toute la structure et le poids technocratique de cette université. Et la réaction générale de l'homme moyen, comme dirait Musil, c'est effectivement d'essayer de survivre individuellement, parce qu'ils sont écœurés. Moi aussi, j'étais écœuré. À un moment donné, je me suis dit : je ne m'engueule plus avec personne, ils peuvent faire n'importe quoi, brûler l'université, ça ne me fait rien... je leur dis « Hi ! »... Parce que je vais me rendre fou, et je vais rendre les autres fous. Mais je suis très conscient des implications de cette attitude. Je ne vais pas faire la lutte sur une note, ils peuvent donner « A » à tous mes étudiants, si ils veulent... C'est grave, mais j'ai décidé que s'il n'y avait pas de normativité ou d'autorité institutionnelle, ce n'est pas moi qui allais l'incarner. Mais je trouve que ça soulève une question socio-politique fondamentale... Dans cette société, vers où se dirigent les acteurs, les citoyens, comment agissent-ils, en fonction de quoi, pour faire quoi ? Parce que si tout le monde laisse la boîte fonctionner toute seule, elle va fonctionner de manière de plus en plus systémique, de plus en plus autoréférentielle, etc. Alors, peut-être que l'Internet est notre destin... L'Internet marche bien, et peut-être qu'on devrait concentrer les efforts sur de tels modèles qui fonctionnent bien, au lieu de suivre les modèles qui fonctionnent mal comme l'UQAM...

**Michel Freitag :** Je me suis senti fortement interpellé par ton discours. Évidemment, je me sentais bien avant ce soir en dette d'une discussion, puisque tu m'avais demandé un appui (et j'avais dit que j'appuierais ta candidature), et que j'avais émis des réserves sur cette candidature. Je n'y croyais pas. Peut-être à tort. Après coup, quand j'ai vu que finalement tu étais le seul prof, j'ai pensé comme Gilles que tu avais vraiment une chance, qu'une partie de la communauté des professeurs serait derrière toi. Mais là où je me suis senti le plus interpellé, c'est sur les raisons qui ont fait que je ne me suis pas engagé avec enthousiasme. Cela me renvoie à l'incapacité où je suis depuis longtemps de faire le lien entre une critique

intellectuelle et assumer des responsabilités dans la situation telle qu'elle est. Personnellement, je ne vois absolument pas comment je pourrais le faire, je voyais mal comment tu pourrais le faire, et alors là-dessus est venu se greffer une « réticence positive »... J'aurais très bien pu penser que toi, tu voyais comment tu pouvais faire, et que je pouvais te faire confiance... Mais j'ai eu le sentiment qu'en raison des affinités qu'on avait depuis longtemps au département, en raison d'une communauté de vue sur bien des problèmes relatifs à l'enseignement et à la vie académique, ensuite du lien qu'on a eu dans le cadre du groupe, de la revue, etc., les dissensions que j'allais avoir avec toi me pèseraient très fort si je devais t'appuyer activement dans certaines des positions que tu exprimais. Ces positions, je peux les résumer. En ce qui concerne la finalité de l'institution, on est d'accord, en général ; mais quant à une application potentielle à ce qui, dans une société comme la nôtre, est devenu en fait une organisation de formation professionnelle standard, je n'aurais pas pu te suivre dans une certaine attitude que je jugeais trop élitiste étant donné la situation, étant donné l'absence d'alternative dans les systèmes de formation professionnelle tels qu'ils sont en place. J'aurais eu du mal à suivre et à appuyer un discours un peu trop élitiste à mon goût vis-à-vis des étudiants, vis-à-vis des collègues, vis-à-vis des programmes. Et, personnellement, je ne pense pas qu'on puisse rêver revenir à une idée d'université qui soit conforme à ses finalités classiques, je pense qu'on est bien obligé d'essayer de faire survivre ces finalités à l'intérieur de l'université telle qu'elle est devenue. Là, j'avais le sentiment que je me sentirais coincé en t'appuyant d'une manière trop explicite et trop officielle, que je serais obligé à un moment donné d'émettre un désaccord, et qu'à ce moment-là, dans le cadre d'une campagne électorale, ce serait un désaccord officiel. Alors je suis resté en retrait. Maintenant, sur le fond de la question, à savoir comment j'envisage l'avenir de l'université : je n'ai pas d'idée très claire, mais j'ai quand même profondément le sentiment que c'est à l'intérieur de l'institution telle qu'elle est, bureaucratique et technocratique, qu'il faut essayer de sauver cette tâche de synthèse, cette tâche d'orientation. Cela finalement pour rester en liaison avec la formation telle qu'elle est donnée au plus grand nombre des étudiants, avec son caractère professionnel. J'ai le sentiment qu'on ne peut pas s'attacher uniquement à la formation d'une élite comme l'université a toujours fait dans le passé. Depuis une cinquantaine d'années, elle s'est ouverte finalement à la société, à toutes sortes de nouvelles demandes de formation, et je pense qu'il y a quelque chose à faire avec ça, qu'il est intéressant de le prendre en compte, plutôt que de vouloir revenir globalement à la situation de l'institution traditionnelle qui forme une élite. Cette situation avait l'avantage de transmettre une certaine intégralité de la culture, et pas

simplement de petits morceaux de culture, surajoutés à la pièce dans des formations spécialisées. Mais ces élites scientifiques et culturelles avaient, dans les sociétés relativement stables du passé, un rayonnement proprement intellectuel, par-delà leurs fonctions purement professionnelles. À travers elles, cet esprit de synthèse et de réflexion critique restait présent dans l'ensemble de la société et pouvait l'animer à travers des rapports hiérarchiques. Mais dans nos sociétés de changement technique et de communication de masse, les « élites » n'existent plus dans le même sens, elles ont été remplacées par des techniciens et des technocrates opérationnels formant eux aussi une masse, et c'est elle qu'il s'agit alors d'éclairer. Je me dis alors que chaque étudiant qui fait sa formation en administration, ou en psychologie, ou en ingénierie s'il la fait à l'université plutôt que dans une école de commerce ou dans un institut purement technique, a la chance de suivre d'autres cours et de s'ouvrir à une perspective plus large qu'il n'aurait pas eue ailleurs, et qui à travers lui restera vivante dans la société. Ce n'est donc pas en redéfinissant globalement les finalités de l'université qu'on ferait le mieux de ce qu'on peut faire, c'est en empêchant que ces finalités soient entièrement étouffées au cœur même de la formation de masse. En autant qu'elles sont encore présentes, elles peuvent irradier finalement sur toutes les formations de masse, et créer malgré tout (ne serait-ce que chez le 20% d'étudiants universitaires, membres futurs de la société) une ouverture à une culture synthétique, à une certaine forme de réflexion.

**Stephen Schecter :** Ces remarques sont intéressantes. Tu n'étais pas le seul à avoir ce genre de réticences. C'est ce que je disais : quand tu dis une chose, il y a quarante personnes qui sont en désaccord — surtout les gens avec qui tu t'entends le mieux. Parce que c'est eux qui vont commencer par dire : well, je suis d'accord, mais là-dessus je ne peux pas te suivre... Cela pose la question de comment quelqu'un, dans n'importe quel champ politique aujourd'hui, peut proposer un programme synthétique . Je le savais, et ça ne me faisait absolument rien, sachant que je ne pouvais rien y faire. Trois personnes m'ont dit qu'elles m'appuyaient, pour toutes sortes de raisons, tout en étant plus ou moins d'accord. L'une d'elle m'a dit : « Je sais, avec toi, pas de *bullshit* » C'était loin de notre conception de l'université ! Une autre personne m'a appuyé qui ne partage pas du tout ni ta conception ni la mienne. Mais qui ne m'a pas appuyé ? Des gens comme Leroux et Therrien. Leroux, philosophe, passe son temps à dénoncer l'université. Je l'ai entendu, à un déjeuner-causerie organisé par la doyenne du premier cycle, faire une critique de l'université à côté de laquelle notre critique a l'air d'un pique-nique ! Je n'en ai pas cru mes oreilles. Et Therrien, du département des études littéraires... Ils

ont fait un bilan des sept dernières années, en disant que tout allait pour le pire. Pendant une heure ils ont dénoncé l'université devant la pauvre Mme la doyenne. Je me suis dit alors : eux, ils sont vraiment écœurés, ils vont m'appuyer. Mais ils ne m'ont pas appuyé. Qu'est-ce qui se passe ? Que les gens pensent qu'être en désaccord avec quelqu'un est une bonne raison pour ne pas l'appuyer, et pour laisser passer les autres, à mon avis c'est *crack-pot*. Mais plein de gens ont fait ça. Je pense que c'est notre problème. On aime la démocratie, on aime le pluralisme, mais on aime aussi, en tant qu'intellectuels, une vision synthétique du monde, et on pense que la vie n'a pas de sens si une vision quelconque n'est pas ancrée dans la vie institutionnelle. Alors j'ai essayé d'appliquer un peu tes idées sur la normativité plutôt que d'autres choses, mais je me dis que même si on le voulait, on ne peut pas imposer quelque chose, c'est exclu. Le fonctionnement pluraliste de la société, heureusement, nous en empêche. Les gens m'ont dit : ah ! tu fais du Freitag... Ils ne voyaient pas les divergences entre nous, ils disaient : vous êtes tous dans la même « gang », vous êtes nostalgiques, vous voulez nous imposer une vision passéiste. Alors, j'ai compris que ça ne servait à rien d'essayer de leur expliquer que non, ce n'est pas passéiste, c'est futuriste. Je disais que moi, c'est juste une chose, c'est une idée de l'université, je pense que ça doit être synthétique, et je pensais que tous les gens qui pensaient ainsi agiraient de même. Ils ne l'ont pas fait. Alors je me dis que le problème de l'action politique, pour un politicien ou pour n'importe qui voulant agir politiquement avec la moindre idée synthétique, est encore plus difficile dans une société pluraliste — entendons par cela pas simplement tolérante, mais sociologiquement pluraliste — parce que le nombre de points de désaccord est multiplié à l'infini, et cette possibilité fait que tout le monde ne s'occupe plus, comme le dit Dario, que de sa survie individuelle. Ça devient extrêmement tentant comme stratégie, parce que ça va très bien avec la logique des choses. Et ça nous condamne en tant qu'intellectuels au silence, ou simplement à l'écriture, sachant d'avance que cette écriture ne va jamais avoir une emprise dans la société. Est-ce qu'on ne peut pas tirer (c'est un peu mon hypothèse) de notre propre analyse du fonctionnement de la société des voies d'action ? Comment peut-on envisager que quelqu'un offre une vision synthétique ? Si c'était toi, Michel, qui la proposait, il y aurait quarante-cinq personnes pour la mettre en question, la discuter point par point. Leroux viendrait te dire : ton livre, fabuleux... ton programme, points C, D, E, je ne suis pas d'accord, je ne peux pas t'appuyer. Leroux dirait : moi, je préfère avancer mon programme à Radio-Canada. On ne peut pas tous être recteurs, il faut une personne qui représente les autres. Ça peut être toi, ça peut être Leroux, ça peut être Gilles, ça peut être n'importe qui, parce

qu'une fois qu'il y a cette personne qui ouvre l'espace public, là, vraiment, les mille fleurs peuvent fleurir... Mais ce ne sont pas les technocrates qui auraient voix au chapitre en occupant la place centrale, et c'est cela qui est important, à mon avis. Alors, comment convaincre tout le monde ? Parce qu'il y a toutes sortes d'intérêts chez les professeurs qui expliquent pourquoi ils ne m'appuyaient pas. Ce n'est pas lié à moi, c'est lié à tout ce fonctionnement. Et on en voit les détails, ce qui est fascinant. Je n'aurais jamais vu ça si je n'avais pas entrepris cette démarche, et vu qui appuie, qui n'appuie pas. Je m'attendais à ce que Leroux et Therrien m'écrivent tout de suite. J'ai vu Leroux cinq fois. Et il m'a dit : je t'appelle, tu m'appelles... Inconsciemment, il a tout fait pour qu'on ne se parle pas ; après, il m'a dit : désolé... Et je ne lui en veux pas, c'est comme ça.

**Jean Pichette :** Stephen, j'ai eu moi aussi, au mois de janvier, une demande de modification de note de la part d'une étudiante qui avait eu un C+. Elle a donné la même raison : c'était une note insatisfaisante ou insuffisante. Quand j'ai vu ça, je me suis demandé si j'allais lui mettre C ou si j'allais maintenir la note, après avoir vérifié ses travaux. J'ai finalement maintenu la note. Et je n'ai pas l'intention de devenir recteur, mais je me suis dit, si ça ne marche pas, la demande de révision de note va passer devant un comité, etc., éventuellement ça pourrait se rendre jusqu'au recteur lui-même... Je me suis dit que s'il fallait à un moment donné débattre du fond de la question, on en débattrait. On n'en était pas là, et il semble qu'il n'y aura pas de suite à ça, puisque je n'ai pas eu d'écho de cette demande depuis trois ou quatre mois.

Je voudrais ramener la question socio-politique à l'avant-scène. Je suis parfaitement d'accord avec toi, mais je suis aussi parfaitement d'accord avec ce que Gilles disait tout à l'heure. Il me semble que, comme professeur ou chargé de cours, assumer sa tâche pédagogique c'est aussi déjà assumer une tâche politique, dans un sens large, dans la mesure où il s'agit de favoriser chez les étudiants le développement d'une capacité de réflexion critique, laquelle leur permettra éventuellement de participer à la création d'un espace d'autorité non pas sur une base dogmatique mais sur une base réflexive. La tâche pédagogique du professeur est incommensurablement plus importante que celle de tous les administrateurs patentés qu'on peut imaginer à l'université. Et c'est pourquoi je réagis un peu de la même façon que Gilles. Le ton que tu as pris et la façon dont tu as présenté les choses me choquent un peu, parce qu'en un sens, cela me paraît aller à l'encontre du projet même de l'université. Ce ton moralisateur que tu prends ne me paraît pas laisser beaucoup de place à cette distance réflexive qu'on a pour tâche, précisément,

de cultiver à travers notre enseignement. Et quand tu disais tout à l'heure que lorsqu'on entre en politique, il faut ne rien vouloir... Peut-être est-ce vrai quand on entre en politique comme recteur... comme Ignace de Loyola, d'ailleurs : il faut se rendre disponible comme un cadavre, et c'est la voix de Dieu qui va parler, finalement. Mais — je vais caricaturer — s'il faut qu'à chaque fois qu'un étudiant demande une modification de note (à travers des procédures qu'on peut juger débiles et à travers un raisonnement qu'on peut juger encore plus débile) parce qu'il est insatisfait de la note reçue sans aucun autre commentaire, on doit aspirer à un poste qui va nous obliger à être disponible comme un cadavre ! Il ne faut pas oublier non plus ce qui peut en résulter : on peut se retrouver, non pas disponible comme un cadavre comme Ignace de Loyola, mais comme l'âne de Buridan qui, parce qu'il ne veut pas choisir entre la source d'eau et la botte de foin entre lesquelles il se trouve, meurt de soif et de faim. Autrement dit, dans ta salle de classe, comme professeur, tu as un espace politique qui est infiniment plus grand que celui que pourrait éventuellement t'ouvrir un poste de rectorat. Il ne faut pas minimiser cela. Même s'il peut nous paraître risible au regard de la complexité croissante du monde dans lequel on vit, cet espace demeure et on a toujours le loisir de le cultiver. Moi, je comprends que les gens se désintéressent de cette question-là, parce que ce n'est pas là que ça se passe.

**Stephen Schecter :** J'ai un peu de mal avec ce raisonnement comme explication sociologique. Je ne suis pas d'accord avec cette analyse qui, posant que chaque système devient autoréférentiel, et que l'autoréférentialité grandissante implique l'individualisation grandissante de la société, tire pour conséquence que cela implique que si les gens veulent sauver un peu de sens, chacun n'a qu'à faire de son mieux dans sa propre fonction, et que cela a une signification politique en soi. Je ne le pense pas. Effectivement, un professeur fait beaucoup de choses dans sa classe par rapport au libre esprit, il explique des choses, il transmet la connaissance, etc. Mais il ne faut pas présumer que la politique se passe là. Non. On peut conclure que dans une société à caractère systémique, c'est le seul type de politique qui soit possible ; on peut espérer que, chacun cultivant son jardin (un professeur faisant bien son travail, un médecin faisant bien son travail, ainsi pour un travailleur social, un entrepreneur, un travailleur, etc.), cela finisse par créer une société avec une certaine cohérence. Mais il me semble que telle n'est pas notre analyse, mais qu'elle est que les institutions ne fonctionnent pas, qu'elles fonctionnent sur une base organisationnelle et technique, que les personnes qui occupent les lieux de décision les orientent dans cette direction, secrètent des règles et des pratiques affectant la

manière dont les gens agissent, etc. Et si on veut y changer quelque chose, est-ce qu'on peut parler vraiment de ce qu'on a appelé traditionnellement « politique » ? Ce n'est pas que je moralise les profs. Il est intéressant que les gens réagissent comme ça. Je voulais juste expliquer un peu comment les gens ont réagi, et dire où je situe le problème, qui est beaucoup plus grave que simplement le fait qu'il y ait quelques technocrates en contrôle. La conséquence d'un effet systémique, c'est que les types de conduites et de pratiques sont partagés par un nombre croissant de gens, et c'est ce qui aujourd'hui rend le changement institutionnel difficile. Alors, je pense qu'il est un peu loufoque de dire que faire bien notre job est aussi un geste politique. N'importe quel professionnel dans la société peut prétendre cela. Et on entend cela très souvent : je ne veux pas me mêler de politique. Et on voit le conflit entre les professionnels et les politiciens. Les professionnels traitent souvent les politiciens de bureaucrates, de gens qui ruinent la bonne marche de leurs affaires. Mais ce ne sont pas les chirurgiens qui vont prendre la décision de fermer ou non les hôpitaux, ce sont les politiciens. Et si on n'est pas d'accord, comment aller rallier les gens à une autre conception ?

Sur le pouvoir, ça c'est autre chose. Je pense que c'est plutôt à ce niveau micropolitique qu'on voit les choses. Ce que j'ai appris, c'est que chaque fois que je voulais la moindre chose, je pouvais me tromper. Par exemple, il y a eu un moment où vraiment j'ai pensé que je pouvais réussir. Le soir où on a rigolé, j'ai pensé : oh boy ! ça va arriver, ils vont être assez stupides pour me mettre sur la liste finale. Et j'ai commencé à songer à ce que je pourrais faire... Et là, j'ai oublié pendant une minute l'analyse théorique, et j'ai commencé à me fâcher avec ceux qui n'étaient pas d'accord avec mon programme — que je pouvais à peine formuler. Mais je me suis repris : du calme, regarde ça d'une manière critique comme une sorte de recherche et une application de notre théorie, et regarde ce qui se passe. Et chaque fois que je me rappelais cela, je me disais : n'oublie pas, tu ne veux pas être recteur... ou : tu le veux, reconnais que tu le veux maintenant pour telle ou telle chose, et mets cela de côté, parce que sinon tu ne vas pas écouter les gens, et tu va te transformer inconsciemment en une personne très autoritaire. Et aussitôt que tu écoutes, parce que tu as compris qu'il faut vraiment ne rien vouloir, alors cela devient intéressant. Et curieusement, cela te permet d'apprendre quelque chose qui t'est complètement désagréable : tu vois que des gens t'appuient tout en sachant qu'ils ne sont pas d'accord avec toi. Alors, tu te dis : s'ils m'élisent, tout le monde va m'élire, mais personne ne croit à ce que je dis, et je vais être là pour passer les papiers, parce que c'est tout ce que je pourrai faire. Mais aussi, tu comprends que cela prend plus de temps que tu ne le pensais pour faire le moindre changement, et c'est pourquoi je ne



rigolais pas quand je disais que je n'avais aucune illusion... Leroux m'a demandé si j'allais abolir les modules — ça c'est sa marotte, il veut abolir les modules. J'ai dit : well, oui, probablement... j'aimerais commencer avec les programmes courts... Et il me dit alors que les programmes courts, il n'y en a qu'un qui ne soit pas bon, que tous les autres sont corrects. Les modules, par contre, il faut les abolir. Alors, tout le monde avait une idée différente. Heureusement que j'ai juste mis neuf points dans ma lettre ; si j'en avais mis onze, il y aurait eu quatre personnes de plus pour me dire qu'elles ne pourraient pas m'appuyer à cause du point onze. Mais si tu es trop vague, alors les gens disent que ça ne veut rien dire. Et comme tu ne peux pas réécrire toute l'analyse de *Dialectique et société*, de *Political Theory in the Welfare-State*, etc., il faut fixer son choix sur une ou deux choses. J'ai relu dernièrement Weber, *Le savant et le politique*, et il disait exactement la même chose. Il disait que le sens de la responsabilité doit être complètement détaché de ta personne quand tu agis en politique, car tu ne peux pas même envisager les conséquences inattendues qu'auront tes propres actions, sans parler de celles des autres. Une des conséquences inattendues est bien de découvrir que personne n'est d'accord avec ce que tu proposes. Mais, en même temps, les gens sont d'accord avec toi, sur le fond. Si tu te fâches, tu es cuit, parce que tu en veux à tout le monde. Alors tu rigoles, mais quand tu rigoles, les gens ne te prennent pas au sérieux... C'est pas facile. Parce qu'il n'y a pas de prince. Autrement on pourrait faire comme Machiavel, qui disait au prince de l'écouter, et si celui-ci ne le faisait pas, il allait trouver un autre prince. Mais il n'y a pas de prince aujourd'hui, ni du pouvoir souverain, ni de l'État, parce que toute notre théorie est que l'État est en train de se disloquer, et d'être complètement happé par de multiples intérêts. Et si c'est vrai pour l'État, c'est vrai pour toutes les autres sphères. C'est ce que signifie la transformation de l'institution universitaire en une organisation. Si on suit la stratégie de survie, on abandonne l'institution à toutes les techniques organisationnelles, et cela va nous revenir contre. À la longue, cela nous mine par un autre côté.

**Gilles Gagné :** Toi-même, tu fais toujours référence à notre analyse, au fait que depuis sept ou huit ans il y a une réflexion collective, et que cette réflexion collective a un objet et une visée qui dépassent l'université. Ceci étant dit, tu ne réponds pas sur le fond à l'objection de Michel selon laquelle tu te mets en contradiction en voulant *réformer* l'université alors que tu en réproves tous les aspects, en prenant sur toi l'organisation universitaire *comme elle est* mais pour en faire *tout autre chose* ! Tu dis à Michel que c'est sa raison pour ne pas t'appuyer, comme un autre a une autre raison. Tout le monde a des raisons pour ne pas

t'appuyer. Je suis d'accord avec toi, tu fais là un constat à caractère purement politique qui est juste. Et il faut que tu le comprennes. Les gens qui trouvent qu'une chose et son contraire sont comme « bonnet blanc et blanc bonnet », et qui ne t'appuient pas pour cette raison, sont des gens honnêtes. Moi, je ne suis pas comme ça, je ne suis pas honnête. Même si deux choses me paraissent équivalentes, si un ami me propose d'appuyer son choix, je vais le faire. Je ne suis pas honnête. Mais certains t'ont dit : ce que tu proposes, Schecter, et ce que fait tel autre, c'est pareil. Et comme Jean Pichette le dit, ça ne touche pas ce qu'ils font d'essentiel, et ils ne t'ont pas appuyé. Il faut que tu les comprennes. Ceci étant dit, comme l'a dit Michel, peut-être que tu te serais mis dans une position où tu aurais eu très peu d'influence sur « l'organisation » que tu aurais été chargé de gérer, et que tu te serais mis en contradiction avec le rôle culturel, intellectuel, et idéologique plus large que tu entends jouer dans la société. Et à ce moment-là, tu n'aurais pas pu être appuyé, suivi, et assumé jusqu'au bout par ce travail collectif, cette analyse collective, cette pensée à laquelle tu te réfères constamment. Il y aurait eu une contradiction entre assumer un rôle de redressement, très radical, d'une organisation qui est passablement « menacée », et assumer un rôle plus large de lucidité à long terme dans la « civilisation ».

**Stephen Schecter :** Je pense qu'il y a deux arguments. Il y a l'argument suivant : écoute, on ne sait pas vraiment comment on va modifier les institutions, la société actuelle, il vaut mieux qu'on se voue encore à la tâche de réflexion analytique et théorique, etc. D'accord. Mais l'autre argument est d'un autre ordre. Même si on savait exactement ce qu'on veut, ce qu'il faut faire, on ferait le constat de la difficulté de rallier les gens autour d'une vision synthétique dans une société pluraliste. Le problème se pose de comment, dans une société pluraliste, offrir une vision qui synthétise mais qui ne s'impose pas, qui permette le dialogue mais en même temps qui ramasse, etc. Et là-dessus, j'ai effectivement improvisé. J'étais très conscient de cela dès le début. Au début, certaines personnes m'ont dit d'écrire juste une page, de ne rien dire, pour ne pas prêter flanc aux critiques. J'ai dit que ce n'était pas honnête, que j'aurais l'air d'une vraie nouille. Mais dès la première ligne, effectivement les avis étaient déjà partagés. Et j'aurais pu écrire n'importe quoi. C'est comme dans le film de Rohmer, quand les gens remplissent les cases : je t'aime, je ne t'aime pas, je t'ai aimé, je vais t'aimer à l'avenir, etc. Et tout le monde passe par là. Ça pose quand même une question théorique intéressante pour nous. Les gens critiquent souvent notre approche, en disant : vous êtes nostalgiques de la modernité. Limoges a écrit un texte pour l'Université du Québec, affirmant que

l'université doit s'ouvrir sur tous les réseaux possibles dans le monde, et que c'est la seule chose que l'université doive faire. Et lui, il a été écouté par tous les gens de l'exécutif à l'Université du Québec, qui l'ont invité pour une journée de travail. Ils ne nous y ont pas invités. Pourquoi lui ? Parce que, lui, il dit que le processus technocratique n'est pas encore allé assez loin, qu'on devrait décentraliser, dédiscipliner, laisser les choses être enseignées en fonction des intérêts mouvants qui se cristallisent par l'Internet et changent tous les trois ou cinq ans. Alors, moi, je ne vais pas dire à Limoges qu'il ne peut pas faire ça. Je pense que, dans une université, il y a place pour ça, il y a place pour la formation, mais il y a place aussi pour la culture synthétique. Et quand j'ai répondu à la question de Michel sur la façon de le faire à l'intérieur de l'université, j'ai parlé plutôt du processus : comment, peu importe le contenu, n'importe qui pourrait arriver et offrir une perspective qui synthétise et qui unifie, mais qui en même temps tolère plusieurs chapelles — parce qu'il faut les tolérer. Mais en même temps, si on ne fait que les tolérer, c'est la conception de Limoges qui va gagner, qui est qu'il faut être encore plus ouvert sur l'extérieur, plus engagé dans des partenariats de toutes sortes avec mille et une disciplines, et on aura davantage de raisons encore pour se lamenter.

**Michel Freitag :** Je voulais intervenir à la suite de Jean, et faire quand même un peu un mea culpa pour l'attitude que j'ai eue. Je ressens quelque chose d'excessif dans l'intervention que Jean a faite. C'est sûr que l'essentiel de notre tâche est l'enseignement, et que cela a une valeur globale, politique si on veut, et qu'on dispose encore d'un espace. Mais d'un autre côté, il est vrai aussi que depuis dix ans on voit cet espace rétrécir. On nous le mange un peu plus chaque jour, cet espace. Je prends un exemple très simple : cela fait six ans qu'on tient un séminaire dans une salle de l'université ; il se pourrait parfaitement qu'un beau jour on nous dise qu'on n'en a pas le droit, que ce n'est pas une activité universitaire officielle... ou alors, qu'on doit louer la salle cinq cents dollars chaque fois. Ou encore, on pourrait nous dire : vous ne pouvez plus le faire parce que vous violez des règlements, vous fumez. Et là, il n'est pas indifférent de savoir qui est celui qui gère l'université. Des choses comme celle-là peuvent se passer. Le jour où cela arrivera, on ne pourra rien faire. Ce sera coulé dans des règlements, il n'y aura pas moyen de faire quoi que ce soit contre des décisions déjà prises puisqu'on sera en faute à l'égard de procédures qu'on ne pourra pas faire réviser en bloc. À toutes sortes d'égards, nous

vivons en sursis dans un espace de tolérance qui se rétrécit<sup>2</sup>. Il faut donc que ces décisions ne se prennent pas, c'est-à-dire que les gens en position d'autorité, dans la bureaucratie, ne soient pas devenus assez stupides pour les prendre, pour appliquer à la lettre les procédures et les règlements. Mais une fois qu'elles le seront, on ne pourra plus rien faire, et on aura, par exemple, perdu cet espace de liberté intellectuelle qu'est le séminaire. Il y a toutes sortes de privilèges traditionnels qui subsistent encore dans la vie départementale, par exemple la possibilité de définir avec une certaine liberté le profil des professeurs qu'on engage, même si c'est l'université qui prend la décision finale. Mais ça nous pend au nez qu'on perde ce pouvoir, qu'on nous impose des critères de sélection des professeurs, que ce soit en fait l'administration qui détermine qui est capable d'enseigner, à partir de critères qui concerneraient uniquement la recherche, certaines formes de publication, etc., et non pas la maîtrise d'un savoir global. Il y a donc toutes sortes de choses qui sont en jeu, et il est vrai que quelqu'un comme Stephen au poste de recteur écarterait le danger pour un temps encore. Personnellement, je m'en veux de ne pas m'être engagé plus. Dans le fond, je ne sais pas trop que faire. J'utilise l'espace d'ouverture intellectuelle qu'offre encore l'université, je dénonce son rétrécissement et son étouffement sans avoir le sentiment que je pourrais changer grand-chose en m'engageant plus dans les instances d'administration, de gestion et de décision. Je vois l'action plutôt au niveau politique, en gardant l'espoir qu'on peut influencer intellectuellement une politique générale de l'éducation qui irait dans une tout autre direction que le mouvement actuel. Et je pense aussi qu'on peut encore, par la formation, orienter et changer l'attitude des gens, aider à la formation et à la formulation, dans la société, dans l'opinion publique, de nouvelles exigences concernant l'éducation. Mais je sais que cette attitude n'est pas très cohérente.

**Stephen Schecter :** Moi, j'ai pensé exactement le contraire, qu'il était plus intéressant d'utiliser ce lieu, parce qu'il n'est pas loin, parce que c'est quelque chose sur quoi on peut mettre la main, parce que les gens y ont des rapports face à face, qu'on y a toutes sortes de liens... J'ai pensé qu'on pouvait utiliser ce lieu comme une sorte de *testing ground*, un terrain beaucoup plus facile que les partis qu'on ne contrôle pas. J'ai discuté avec Gilles, on a rigolé un peu, je disais que j'allais dire qu'on allait arrêter le progrès, qu'on allait même le faire reculer... Alors, évidemment, ça a l'air *crack-pot*, mais ça touche quelque chose de profond chez les

---

<sup>2</sup> Sur cette disparition de la tolérance essentielle à la vie universitaire, voir l'ouvrage de Peter C. Emberley, *Zero Tolerance, Hot Bottom Politics in Canada's Universities*, Penguin Books, Toronto 1996.

gens. Les gens sont écœurés comme ce n'est pas possible ! Et c'est notre analyse, à mon avis, qui m'a permis de trouver parfois des manières de parler, des phrases, des exemples. Je leur ai dit : je sais que vous êtes écœurés, moi je suis aussi écœuré que vous, et il y a des gens qui le sont encore plus, alors on va faire quelque chose de drôle. Vous voulez tous habiter à la campagne tout le temps ? Ou pitonner sur Internet ? Ou vous faire écœurer par la rectrice, et après par madame la présidente du conseil syndical ? Un commentaire qui revenait, c'était : que c'est rafraîchissant d'entendre tes propos ! Parce que je formulais ce que nous avions déjà dit, le fait que l'enjeu est maintenant l'expérience existentielle de l'identité profonde. Alors, si l'enjeu se trouve à ce niveau-là, pourquoi ne pas jouer contre eux, exactement sur leur terrain ? Tu peux aller dire à Limoges : vous savez, vous, vous allez être autorisé à ouvrir tous les Internets que vous voulez, sauf que ce n'est pas comme ça que l'université va fonctionner. Moi, je vais arrêter tout ça. Mais je vais te donner une dispense spéciale. Les gens vont rire dans la salle, et tu vas trouver après en leur parlant toutes sortes d'idées pour leur expliquer ta position. Et ils vont se dire, bon, d'accord, il ne va certainement pas régler tous nos problèmes, et il y aura toujours de la paperasse à remplir, les notes à donner, un registraire... C'est ce que je leur ai expliqué, quand j'ai été au comité de sélection. Quelqu'un m'a posé une question sur le contexte budgétaire, et j'ai répondu : ça, ce n'est pas le souci de cette université ; je peux vous garantir que les professeurs vont accepter toutes les coupures que vous voudrez leur imposer, je pourrais les imposer aussi, je ne le ferai pas mais vous pouvez le faire, ce n'est pas ça le problème ici, le problème c'est que l'université ne sait pas où elle s'en va. C'est dans ce sens qu'il faut une gestion. Il ne s'agit pas de la gestion de la crise, parce que s'il y a une chose qui va être gérée automatiquement, c'est la crise. La preuve, c'est qu'avant que l'université propose quelque chose, le syndicat nous a déjà déduit 3% de notre salaire, a déjà coupé dans les sabbatiques, enlevé des primes de ci et de ça. Et il nous prépare en disant que ce n'est que le début. Tout en prétendant qu'ils ont un programme à long terme de révolution sociale... Alors, les gens sont même écœurés par leur syndicat, ils sont écœurés par la gestion. Mais qu'est-ce qu'il reste ? Ils sont écœurés par eux-mêmes, parce qu'ils adoptent une stratégie de survie. Alors, il faut leur expliquer qu'il y a une autre stratégie possible, mais que ça va leur coûter quelque chose, bien sûr. Et les gens n'aiment pas ça. Ils veulent tout avoir, parce que dans la société du bien-être, comme dit Luhmann, c'est l'impulsion grandissante de la population — et les professeurs ne sont qu'une population parmi d'autres. Et cela a été une révélation pour moi. Comme tout le monde, j'ai toujours pensé qu'il n'y avait rien à payer pour faire des choses. Mais il y a un prix à payer. Alors il faut leur dire :

vous voulez avoir une âme qui respire ? mais vous aurez peut-être un peu moins d'argent, moins d'Internet, et peut-être moins de reconnaissance internationale que l'UQAM vous obtient par la production annuelle d'un cahier faisant la liste de toutes les subventions que vous avez eues... Là les gens commencent à réfléchir à ce qu'ils désirent le plus. Mais il faut leur poser la question. Et mon hypothèse, c'est que le comité de sélection avait calculé d'avance que si on me laissait aller — ils ont vu dans la discussion que je pouvais parler, que je pouvais faire rire, que j'avais une ou deux idées, que je pouvais les articuler — je risquais d'avoir 20 ou 30% des votes, et cela détruisait leurs prévisions, aucun candidat n'obtiendrait un appui majoritaire, ils seraient obligés de se mettre à chercher un vrai candidat, de formuler des critères, ils seraient obligés de penser. Alors, ils se sont dit : non, pas ça. Mais je pense que même à des niveaux micropolitiques... Ce n'est pas vrai qu'il n'y a rien entre le grand discours et le milieu administratif qui a le monopole du concret. Nous avons notre concret. Sauf que cela va à l'encontre du courant général, et ça nous amène à dire aux gens : si vous le voulez, on vous offre quand même le bonheur. Parce que notre gros vendeur, c'est le bonheur. Mais pour ça, vous allez payer un peu matériellement, ou en termes de reconnaissance... Mais la reconnaissance est tellement l'enjeu aujourd'hui. La reconnaissance, c'est ce par quoi ils souffrent. Et c'est ça l'éthique, dans la société systémique, au niveau du rapport existentiel du sujet à ce qu'il fait. Ce qui fait la puissance de cette société, c'est qu'ils nous attrapent par notre propre aliénation. Et ça, c'est beaucoup plus vicieux que la modernité ou la tradition, qui te laissait au moins tranquille dans ton âme.

**Éric Pineault :** J'aurais deux commentaires à faire. Le premier, c'est par rapport à l'espace critique dont on dispose dans la tâche pédagogique, ce dont parlait Jean. En ce moment cet espace existe, il y a une place pour une pédagogie « humaniste » et critique qui n'est pas purement pragmatique. Mais je pense que c'est une activité qui va devenir de moins en moins possible, parce que l'université, actuellement, ne peut plus justifier son existence en disant qu'elle forme des gens ayant un esprit critique, un esprit de synthèse, une culture commune et des valeurs civilisationnelles. L'université ne peut se justifier qu'en disant qu'elle forme des techniciens ou de bons experts. Alors, je pense que cet espace permettant une liberté pédagogique ou la transmission d'un savoir synthétique, à terme pourrait peut-être continuer à exister mais dans les « interstices » du système universitaire, car ils ne contribuent pas à la légitimation de l'université qui est aujourd'hui de type technocratique. On peut d'ailleurs reprendre les trois grandes finalités de

l'université moderne, et constater leur transformation technocratique. La formation d'une élite ou la tâche pédagogique, c'est devenu la formation d'experts ; la synthèse critique, c'est devenu la recension de toutes les données existantes possibles, et le stockage de ces données sur bande magnétique, éventuellement leur transmission sur Internet... ; et la recherche de la vérité, c'est devenu la production de mécanismes de résolution de problèmes.

Deuxième commentaire. Je trouve que ton analyse, Stephen, soulève une question de fond. Tu parles beaucoup de « société pluraliste », et de « société démocratique », comme si la démocratie actuelle était la même que la démocratie moderne. Tu parles aussi souvent d'espace public comme s'il s'agissait toujours du même espace public que celui de la modernité, mais habité par un pluralisme grandissant. Or je pense qu'il n'y a plus aujourd'hui d'espace public correspondant à ce qu'il était dans la modernité. Certains parlent d'un espace publicitaire plutôt que d'espace public. On peut alors se poser la question suivante : y a-t-il moyen de faire de la politique quand il n'y a plus d'espace public ? Peut-être que ce que tu pensais faire, ou ce qu'on peut proposer dans le cadre d'un espace publicitaire, ce n'est plus de la politique. Peut-être que l'espace que tu pensais investir de manière politique, c'était un espace purement organisationnel, un espace communicationnel, dans lequel le politique n'avait pas de place. Et là, il y a une question : soit c'est l'espace public qui s'est muté en espace publicitaire (il n'y aurait donc plus d'espace public possible, il y aurait eu une dissolution de l'espace public), soit l'espace public n'est pas investi en ce moment et il y aurait moyen de l'investir, mais à l'extérieur des organisations.

**Hugo Plourde :** Mon intervention porte sur votre appréciation de la société contemporaine. J'aimerais comprendre où vous vous situez précisément par rapport à la théorie de Luhmann et à celle de Freitag. Mais avant, j'aimerais dire qu'à l'annonce de votre candidature, j'ai souri ; j'ai surtout souri, et après j'ai sourcillé un peu. Vos intentions n'étaient pas toujours évidentes. Est-ce qu'on retourne à l'institution ? Cela impliquerait qu'on est aujourd'hui dans une organisation, l'université — un peu dans la mouvance de Luhmann. Ou est-ce qu'on s'efforce, à l'intérieur même de la structure de l'organisation, d'apporter un peu de réflexivité ? À mon avis, il n'était pas très clair si vous alliez réinsuffler de la normativité en vous plaçant au sommet, ou si vous alliez court-circuiter un peu par derrière les mécanismes propres à l'organisation. Si c'est la deuxième voie que vous envisagiez, je pense qu'on avait raison de vous demander quelles étaient vos expériences en gestion, parce que si vous aviez eu l'intention, dans cette position-là,

de changer l'orientation de l'université, il aurait fallu le faire à la façon de la gestion. Un exemple de court-circuitage : le service alimentaire court-circuite systématiquement l'établissement de cafés étudiants, de vrais lieux, pour préserver les emplois, à cause du syndicat, etc. Devant la nécessité des coupures budgétaires, comment imposer une décision inspirée par un retour à ce qu'est véritablement une université ? Par exemple, concernant les frais de roulement de la bibliothèque. On sait la solution qu'avait proposée Corbo, et qui a déjà été essayée : fermer la bibliothèque les fins de semaine et la fermer à 20 h en semaine. Parce qu'il n'y a pas toujours assez de monde, parce que ceci et cela... Au nom de quoi, et comment auriez-vous agi à l'intérieur d'une logique organisationnelle, autrement qu'en répondant simplement à tous les groupes de pression ou à peu près ? Mais cela m'amène à une question plus théorique. Dans votre texte, vous parlez au passé, au présent, on ne sait pas toujours si vous considérez que l'UQAM est une organisation, un lieu, ou bien un espace public... Est-ce qu'il y a une véritable communauté universitaire à l'UQAM ? Je vais vous rappeler les lieux ou les non-lieux que vous avez découverts pendant que vous vous y baladiez : il n'y a pas un endroit où l'on puisse s'asseoir dans l'UQAM ! Est-ce qu'on peut faire de l'UQAM un lieu quand, physiquement, ça a été conçu pour ne pas se rassembler ? Cela dit, vous semblez adhérer de façon réjouissante à la théorie de Luhmann et à son appréciation politique de l'impossibilité de changer quoi que ce soit dans cette société extrêmement décentralisée. On pourrait dire que c'est du « décentralisme démocratique ». Et si, pour ajouter à l'analyse, on fait référence comme vous le faites souvent à la théorie de Michel Freitag, cette différenciation fonctionnelle ne correspond plus du tout à une différenciation des finalités des différentes sphères. C'est la même chose. Comment alors, dans une université comme l'UQAM qui est absolument calquée sur le modèle de la société de Luhmann, dans une université où il s'agit vraiment de décentralisme démocratique, comment ramener ainsi que vous disiez vouloir le faire une norme de surplomb dans une telle structure, comment ramener une normativité commune et un minimum de finalité qui pourrait correspondre à l'institution, et non pas à l'organisation ? Comment, comme membre de cette communauté des différents groupes qui ont le droit de vous élire, ne pas « freaker » comme Luhmann le fait quand on invoque la centralisation autoritaire ou le dirigisme politique ? Il me semble que vous avez souvent donné raison à Luhmann sur ce point-là, et si vous vous étiez engagé dans la course au rectorat dans cette perspective, cela aurait donné quelque chose de... je pense que je peux comprendre les gens qui avaient peur d'un résultat autoritaire.



**Stephen Schecter :** Sauf que ce n'était pas là leur crainte. Alors, ma réponse à tes questions, c'est qu'en effet je constate que sociologiquement, la démocratie équivaut aujourd'hui à un fonctionnement systémique de décentralisme. Mais cela a aussi apporté quelque chose de positif, c'est le pluralisme. On a discuté du sujet il y a quelques mois au séminaire. Jean-Ernest Joos disait que le pouvoir cache tout de même toujours une certaine forme de domination, d'oppression des groupes minoritaires... Les gens savent pourquoi ils préfèrent une société pluraliste à une société totalitaire, ou autoritaire. Mais justement la question est de savoir comment, en acceptant cela éthiquement, ainsi que sociologiquement (ce qui est encore plus important), comment y introduire un brin de normativité. Ce n'est pas moi qui va apporter toute la normativité. Je suis comme Michel, je ne sais pas ce que je veux faire, je ne savais pas ce que j'allais faire, mais je savais une chose, c'est que je n'aime pas ce qui se fait, qu'il faut arrêter le processus, le casser, qu'il faut expliquer aux gens ce qui va mal. Je sais ce qui va mal sur tel et tel point, je peux expliquer pourquoi, expliquer que c'est parce qu'il y a des gens qui pensent de telle façon. Qu'est-ce que je vais faire en plus ? Est-ce que je vais réussir à créer une communauté intellectuelle ? Peut-être. Ça, c'est un pari. Mais comment on fait dans un espace qui... je suis d'accord avec toi, combien de fois je rentre ici et je me dis que c'est une sorte de Eaton, sans le parfum, sans rien, de l'eau qui tombe, et pas de fenêtres, et qu'on se ramasse ici... Mais tu ne vas quand même pas détruire l'UQAM pierre par pierre. Tu ne vas pas la reconstruire non plus. Mais tu peux faire des choses, mille et une choses. Tu peux utiliser l'espace que tu as, l'espace public, tu peux avoir des concerts de musique à midi, changer la cafétéria (j'avais mis cela à mon programme, dans la lettre ; un des neuf points était qu'on allait changer la maudite nourriture dans cette cafétéria... parce qu'il faut s'occuper de ce que les gens mangent...). Mais ceci dit, le problème est toujours le même. Alors moi, je réponds par le style. C'était la différence entre le discours de Jacques Lazure et le mien. Lazure était quatre fois plus radical, il avait le goût de se lever devant les gens et de dire qu'il allait abolir tous les vice-rectorats, y compris le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche parce que « ces gens ne foutent rien ». Nous, on a l'air d'agneaux, à côté de ça ! Voilà quelqu'un qui savait ! Et il ne rigolait pas. S'il devenait recteur, dès le lendemain... Et ensuite, il a dit : je vais être comme Roosevelt, je vais avoir des adresses radiophoniques, je vais vous écouter, je vais recevoir une journée par semaine... Ça, c'est la gestion. J'aimais ça. J'ai dit : ça c'est une bonne idée, les gens vont pouvoir se plaindre. Parce que c'est ce que les gens désirent le plus faire ici. Ils crèvent de malheur. Et il n'y a personne pour les écouter. Quand j'étais en vadrouille dans l'université à la recherche

d'appuis, quelqu'un qui était avec nous sur le comité syndical sur la recherche universitaire m'a tenu une heure pour m'expliquer comment ça allait mal, et comme cela se dégradait continuellement depuis qu'il était entré dans le système d'éducation. Il était tellement content de me parler. Lazure avait raison : qu'est-ce qu'ils veulent, les gens, quand ils ne veulent pas un technocrate ? Ils veulent quelqu'un qui va les écouter humainement. Ils veulent que lorsque quelqu'un meurt, on n'envoie pas des formules standard sur un mémo (« quelqu'un est mort et nous le regrettons »). Qui « nous » ? L'université, l'UQAM. Ou on va faire comme lors de l'assassinat de la secrétaire du département des Sciences religieuses : ils ont fait une cérémonie avec des ballons blancs dans un sous-sol comme s'ils étaient les premiers chrétiens dans les catacombes. Je veux dire : ça ne se fait pas. Mais évidemment, ce n'est pas technocratique de dire que ça ne se fait pas. Quand je me suis levé, ce n'était pas comme Jacques, je n'avais aucun programme, je ne savais pas où j'allais sabrer. J'ai dit : pourquoi sabrer ? De toute façon c'est une grande erreur, parce que cela va à l'encontre de mes principes. J'ai appris qu'on devait commencer par dire non. La première chose que je ferais, ce serait d'arrêter le cirque, et après je verrais qui fait quoi. Et si tel vice-recteur s'avérait ne pas être bon, on le sortirait gentiment, avec décence. On ne va pas envoyer les gens à l'abattoir comme ça, abolir tous les vice-rectorats qui existent, même si on sait qu'à la longue ils doivent sortir. C'est par le style, par l'improvisation. Tu expliques aux gens que si tu es autoritaire, tu ne veux pas l'être, et que tu comptes sur eux pour t'empêcher de l'être. Comme j'ai des velléités élitistes et orgueilleuses, aristocratiques et autoritaires, etc., c'est très bien qu'il y ait une pluralité des voix, comme ça les gens vont me retenir. Je dis ça et les gens rigolent. Alors, c'est la forme aussi qui est très importante. Et moi, je fais le pari que la façon dont on va sortir de cette société, ce sera en liant le côté esthétique au politique, et non pas en liant le côté éthique au politique, même si la dimension esthétique va inclure une dimension éthique. Bien sûr que je veux faire quelque chose d'ordre normatif dans la société, mais pas avec des « il faut que ». Je voulais juste que les gens sachent, sans passer par les règlements, qu'on est tous dans une université, et que ce soit intériorisé par une certaine norme. Comme disait Ankersmit, les normes, c'est comme une carte morale. Quand tu as une carte routière pour les États-Unis, ce n'est pas une carte pour la France. Quand tu as une carte normative pour l'UQAM, tu sais que tu n'es pas à l'hôpital Notre-Dame. Ni dans l'usine Shell. Ce que cela veut dire ? Je ne le sais pas. Les gens vont découvrir ce que cela veut dire. Ça, c'est l'espace à ouvrir, et c'est fabuleux. Peut-être les gens vont-ils découvrir un certain nombre de choses une fois qu'on cessera de les harceler. Quand je leur ai dit au

syndicat qu'il y avait des maoïstes organisationnels qui nous harcelaient depuis dix ans, je n'ai pas eu besoin d'expliquer. Les gens ne sont pas stupides. Et s'ils sont assez heureux comme ça, je n'ai pas envie d'être heureux avec eux, qu'ils trouvent quelqu'un qui est content de les accompagner dans leur bonheur actuel, moi je reviendrai ici, jusqu'à ce que les gens se réveillent et nous écoutent. Mais il y a deux choses fondamentales qu'il ne faut pas trahir : d'une part le pluralisme, parce que c'est comme ça et je pense que c'est bon que ce soit comme ça — c'est une des seules conquêtes de la modernité que je trouve fabuleuse ; et d'autre part, notre perspective dialectique, parce que c'est important pour moi, pour moi la vie n'a pas de sens si elle n'est pas dialectique, si ce n'est pas moi avec le monde, moi avec Dieu, moi avec quelque chose d'autre. Je trouve ça tout à fait ennuyant quand les mots sont identiques aux choses. Eux sont très contents ? Alors qu'ils continuent, de toute façon cela ne va pas me changer. C'est comme l'identité : ils peuvent bien fabriquer leur identité, mais personne ne peut nous enlever la nôtre, elle nous colle à la peau. Tout le monde vit comme s'il y avait une identité à construire. Et quand ils seront fatigués de construire leur maudite identité, ils ouvriront nos livres, et ils diront : ah ! ces gens-là, c'était les premiers puritains de la postmodernité.

**Hugo Plourde :** Juste pour terminer. Quand on vous pose une question dans une entrevue, une question sérieuse comme : « Que pensez-vous de la hausse des frais de scolarité ? », votre réponse (c'est la bouche de Luhmann qui parle) est : je vais laisser cela aux fonctionnaires, aux experts. C'est ce que vous avez répondu, en ajoutant que nous étions déjà en dessous de la moyenne canadienne. Non seulement votre réponse était peu étayée, mais en plus vous avez utilisé les barèmes des « experts » qui ne cessent de nous dire aujourd'hui qu'il faut hausser les frais de scolarité. Comparaison avec la moyenne canadienne, comparaison avec les universités américaines... Est-ce qu'il n'y a pas d'autres universités dans le monde, par hasard ? En Europe, par exemple. Moi, quand j'ai lu cette entrevue, je me suis dit que, bon, c'était Luhmann qui parlait, que vous essayiez d'appliquer la théorie, que c'était pour vous un laboratoire sociologique, mais que ce n'était pas sérieux. En plus, si on veut parler d'une institution, de l'université, il faut avoir quelques idées sur ce qui va finir par constituer un lieu, dans une bâtisse qui n'est plus un lieu.

**Stephen Schecter :** L'entrevue, ce n'était pas ça.

**Hugo Plourde :** C'est mal cité ?

**Stephen Schecter :** Non, mais c'est partiellement cité, et partiellement cité par rapport à ce que la personne pouvait conclure d'une entrevue qui était somme toute très complexe et le texte de l'article était lui aussi tronqué par rapport à l'entrevue. Je savais cela d'avance. Soit je n'accordais aucune entrevue, et comme ça personne pourrait mal interpréter, mais personne non plus ne saurait que j'existe, soit j'acceptais l'idée qu'ils allaient couper, tailler, pas nécessairement méchamment, mais parce que le bureau du chef dirait qu'il y a cinq cents mots de trop pour des raisons éditoriales. Parfois, ce n'est même pas le journaliste qui coupe, c'est quelqu'un d'autre. Alors, dans cette entrevue, j'ai expliqué à la personne qu'il y avait plusieurs positions possibles. J'ai dit qu'on pouvait hausser les frais de scolarité — après tout, relativement à l'expérience nord-américaine, c'est vrai qu'on n'est pas si cher —, mais j'ai dit aussi que c'était un choix de société, etc. De toute façon, il y a des bureaucrates là-bas. Et quand nous serons capables, comme université, de définir nos propres critères intellectuels pour fonder la finalité de notre action, nous serons capables de livrer un débat public, et après, eux auront la tâche de trouver toutes les formules de financement. Je ne suis pas expert sur la question, comme tu le dis. Ce n'est pas moi qui vais inventer les formules de financement. Mais je peux leur dire une chose : je n'aimerais pas que vous nous financiez sur la base du nombre d'étudiants admis ; je trouve que c'est pervers. Mais, si les gens trouvent que c'est parfait, continuons à le faire. Alors, tout cela a été, dans l'article, réduit à une phrase qui faisait penser que j'étais en faveur d'une augmentation des frais de scolarité. Et vous savez, ça ne m'a fait aucun effet. Je me suis dit que Hugo, Céline, et quelques autres me diraient que c'est dégueulasse, et que d'autres seraient d'accord... et de toute façon, je ne suis même pas d'accord moi-même avec ce que j'ai dit. Ce n'est pas grave, parce que ce que je voulais surtout dire, dans cette campagne, c'est que l'université n'a pas le contrôle d'elle-même, et qu'elle ne se définit pas par des critères intellectuels, et que tout le monde en souffre, que c'est pervers, que ça doit s'arrêter. Et bien sûr, quand on sera capable de se réorienter, on fera des débats sur toutes les autres choses. Et ça, ça passait, les gens savaient que c'était un crack-pot qui parlait, mais pas un technocrate. Bon. Alors, tout le monde savait, et quand le crack-pot a été écarté, tout le monde a été déçu... pas parce qu'ils auraient voté pour moi, mais parce qu'ils voulaient avoir un peu de « fun », ils voulaient avoir un débat. Parce que ça aussi, c'est la représentation. Et j'aurais fait avancer le « shmilblik », comme dit Yves Bonny. J'aurais fait avancer un peu notre analyse — d'une manière batarde, mais une fois que la question aurait été ouverte, Leroux, Therrien et d'autres se seraient

levés pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec moi et pour proposer autre chose, et tout à coup les gens se seraient dit qu'il y a toutes sortes de gens qui ne sont pas d'accord avec la manière dont cette université fonctionne, et se seraient peut-être dit que eux non plus n'étaient pas d'accord... Et tout d'un coup, les choses deviennent hors de contrôle. Alors ça, les technocrates n'aiment pas ça. Je comprends ta réaction, mais ça ne me fait rien, parce que ce que je sais de Luhmann, c'est que l'opinion publique ne représente jamais ce que tu penses. Je sais que, comme il dit, les médias donnent forme à une pléthore de thèmes politiques pour décider de quoi on va discuter. Et je voulais juste que, dans cette campagne, ils discutent aussi un peu de mon idée. Et ils l'ont fait. Bon, si j'étais plus efficace, si j'étais plus sérieux, si j'avais commencé à me prendre plus au sérieux, si je m'étais mobilisé il y a deux ans, je vous garantis que j'aurais trouvé les deux cents signatures nécessaires, avec lesquelles même s'ils me m'avaient détesté, ils n'auraient pas pu me refuser. Alors, peut-être qu'une prochaine fois quelqu'un pourra se servir de ce que nous avons appris ici, pour commencer deux ans avant la job désagréable de se vendre. Ramasser mille signatures n'est pas difficile dans une université, c'est un petit monde, on se connaît. Et de ce point de vue, votre question sur l'espace public est intéressante, parce que peut-être l'espace public est-il le milieu où l'on est. Mais pour ça, il faut se prendre au sérieux, et ça je n'y arrive pas, je trouve cela ennuyant. Alors, je suis honnête, aussi. Je ne me suis pas pris assez au sérieux, dans le sens que je ne voulais pas tant être recteur, que je ne désirais pas assez le pouvoir, et je m'y suis donc pris sur le tard. Mais j'ai pensé : c'est le milieu universitaire, les gens aiment les idées, et les idées sont fabuleuses, et tout le monde va être d'accord, et notre seul problème, c'est le comité de sélection. Grande surprise ! mais très intéressante. Cela confirmait nos thèses, au moins ce n'est pas une perte totale. Au moins, on a vu qu'on avait plus raison qu'on ne le pensait. On n'est pas content, bien sûr.

**Julien Tourigny :** Cela fait cinq ans que je ne suis plus ici. J'ai été surpris. Tu as choisi une option d'intervention individuelle. Pourquoi n'as-tu pas soumis ton idée ici dans le groupe avant de te lancer ? Entre la théorie et l'action, il y a un pas, et je me demande pourquoi il ne t'est pas venu à l'idée d'utiliser ce réservoir de critiques et d'idées qu'est le groupe ici. Le discours général est très univoque, actuellement, tant ici qu'en Afrique, où je vis depuis cinq ans. Et quand je suis rentré il y a trois semaines, j'ai trouvé quelque chose de rafraîchissant dans le bulletin que Michel et Gilles avaient sorti, parce que tout le monde fait exactement le même constat : on

n'aime pas ce que l'on vit présentement, mais personne n'arrive à savoir comment on va s'en sortir.

**Stephen Schecter :** Eh bien, je n'ai pas amené la question de ma candidature ici parce que, comme je l'ai dit, je ne me suis pas organisé rapidement, j'ai fait ça un peu à l'improviste, à ma manière anarchique habituelle, je l'ai fait pour rigoler en partie, pour toutes sortes de raisons. C'est vrai que j'aurais pu commencer ici. Et il y a des gens au syndicat qui me disaient depuis un an et demi... On ne peut pas se lier juste sur des affinités naturelles. Tout est compliqué, les gens doivent être d'accord sur un programme. On aurait fait ce débat plusieurs fois avant d'être d'accord. C'est une des choses que j'ai conclue : ça se prépare deux ans à l'avance.

**Julien Tourigny :** Tu dis que ce n'était pas le poste de recteur comme tel que tu visais, mais quelque part, si tu l'avais eu... Il faut distinguer deux choses : le poste et la recherche-action. Tu fais une intervention qui est en partie une recherche-action, dans laquelle tu es le seul acteur et observateur. Mais ici, il y a d'autres gens qui peuvent faire des observations et essayer de comprendre toute cette mécanique. Que tu sois recteur ou pas, ce n'était pas ça qui était prioritaire, m'a-t-il semblé.

**Michel Freitag :** Une partie de la réponse revient évidemment à Stephen, mais une autre partie revient un peu au groupe. On n'a jamais été orienté dans ce sens, depuis le début, et on commence peut-être à se rendre compte qu'il faudrait aussi se soucier d'avoir un impact. Alors, un petit signe de cela, c'est ce petit fascicule dont Gilles a eu l'initiative dans lequel nous intervenons circonstancielle, lui et moi, à l'occasion du débat sur la Constitution, tandis que la revue, finalement, reste cantonnée dans le monde intellectuel, traditionnel.

**Julien Tourigny :** Mais le séminaire dure quand même depuis dix ans, et le nombre de participants a doublé depuis cinq ans. Je regarde le nombre de personnes qu'il y a ici, et quelque part je trouve ça un peu dommage...

**Michel Freitag :** Il se trouve que depuis le début du groupe, on n'a jamais eu de stratégie sur rien, que ce soit une stratégie d'insertion, ou d'intervention, sauf celle d'exister et de développer une certaine forme d'analyse. Mais peut-être que le temps est venu maintenant, effectivement... Et peut-être que l'expérience de Stephen va nous pousser un peu dans ce sens.

## NUMEROS DES CAHIERS DE RECHERCHE DÉJÀ PARUS :

0 - *Débats sur la Révolution*. Séminaires tenus durant l'année 1989.

1- *Postmodernité, compréhension, normativité : quelques propositions typologiques* (exposé de Michel Freitag et discussion). *Le pacifisme face à la guerre du Golfe* (à partir de l'exposé de Dario de Facendis, au dernier séminaire). *Média et éthique* (Michel Freitag). Séminaire du 25 janvier 1991.

2- *Postmodernité, théorie et rhétorique en sciences humaines* (exposé de Gilbert Laroche et discussion). Séminaire du 1er mars 1991.

3- *L'"histoire" de la postmodernité: modernité esthétique, postmodernisme et communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). *Analyse structurelle et historique du procès de la constitution de l'art dans la modernité* (Michel Freitag). Séminaire du 22 mars 1991.

4- *Analytique de la postmodernité : le paradoxe de la monnaie et le système de la dette* (exposé de Aldo J. Haesler et discussion). «*Abolition*», article qui traite de l'exacerbation de l'abstraction économique, permettant d'envisager, virtuellement, «une société sans argent» (tiré de L'Encyclopédie des nuisances, T.I, fascicule 11). Séminaire du 5 avril 1991.

5- *Juridicisation et postmodernité* (exposé de Georges Lebel et discussion). *Références bibliographiques sur la notion de postmodernité* (texte soumis par Yves Bonny). Séminaire du 10 mai 1991.

6- *Lyotard et la condition postmoderne* (exposé de Gilles Gagné et discussion). Séminaire du 6 septembre 1991.

7- *Théories sur la postmodernité : Lyotard, Rorty et Agamben*. (exposé de Jacques Mascotto et discussion). *Sémiotique transcendantale, ou anthropologie transcendantale, ou encore: épistémologie critique ou ontologie réflexive?* (texte sur Apel de Michel Freitag). Séminaire du 11 octobre 1991.

8- *Sur la philosophie contemporaine* (exposé de Olivier Clain et discussion). Séminaire du 8 novembre 1991.

9- *L'identité aujourd'hui* (exposé de Charles Taylor et discussion). Séminaire du 6 décembre 1991.

10- *Le système de stratification* (exposé de Stephen Schecter). Séminaire du 17 janvier 1992.

11- *Critique de la société de communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). Séminaire du 21 février 1992.

- 12- *Le communisme et la Russie hier et aujourd'hui* (exposés de Olivier **Clain** et de Jacques **Mascotto**). *Fiche de lecture: Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale* (ouvrage de Jean-Daniel Reynaud, commenté par Gilles **Gagné**). «*L'idéologie des juges*»; *remarques sur la recherche d'André Lajoie, de Régine Robin, et de Armelle Chitrit*, par Gilles **Gagné**. Séminaire du 19 mars 1992.
- 13- *Lévinas: essai de reconstruction* (exposé de Aldo J. **Haesler** et discussion). Séminaire du 3 avril 1992.
- 14- *La famille: constitution, dissolution et enjeux normatifs liés à celle-ci* (exposé de Daniel **Dagenais** et discussion). Séminaire du 11 décembre 1992.
- 15- *La jeunesse dans la modernité* (exposé de Jacques **Goguen** et discussion). Séminaire du 15 janvier 1993.
- 16- *La possibilité de l'expérience dans le monde contemporain : sur Giorgio Agamben*. (exposé de Dario **de Facendis** et discussion). Séminaire du 12 février 1993.
- 17- *Pornographie et modernité* (exposé de Bernard **Arcand** et discussion). Séminaire du 19 mars 1993.
- 18- *La conscience* (exposé de Michel **Freitag** et discussion). Séminaire du 16 avril 1993.
- 19- *Figures de la conscience chez les Grecs de l'Antiquité* (exposé de Dario **de Facendis** et discussion). Séminaire du 14 mai 1993.
- 20- *Homo economicus, transformations historiques* (exposé de Jean **Pichette** et discussion). Séminaire du 11 juin 1993.
- 21- *La fin de l'histoire et le dernier homme* (de Francis Fukuyama): présentation par les membres de la revue *Conjoncture* et discussion. *Quelle fin de l'histoire, ou la fin de quelle histoire? Critique philosophique et sociologique de l'ouvrage de Francis Fukuyama* (Michel **Freitag**). Séminaire du 17 septembre 1993.
- 22- *Les expressions philosophiques et esthétiques d'une crise de la civilisation moderne* (exposés de Stephen **Schecter** et de Jacques **Mascotto**, et discussion). Séminaire du 15 octobre 1993.
- 23- *La postmodernité comme théorie de la société: Systèmes et mondes vécus* (exposés de Jean-François **Côté** et de Michel **Lalonde**, et discussion). Séminaire du 10 décembre 1993.
- 24- *Lecture critique des théorisations de la postmodernité* (exposé de Yves **Bonny**, et discussion). Séminaire du 21 janvier 1994.
- 25- *Les crises de la modernité: 1. Le fascisme et le nazisme* (Débat et texte de Michel **Freitag**: Quelques considérations actuelles sur le nazisme et son idéologie). Séminaire du 18 février 1994.
- 26- *La social-démocratie* (exposé de Stephen **Schecter** et discussion). Séminaire du 15 avril 1994.



- 27- *Les crises de la modernité: II. Le communisme* (exposé de Jacques Mascotto et discussion) Séminaire du 6 mai 1994.
- 28- *La «Great Functionalist Society»* (exposé de Jean-François Côté et discussion). Séminaire du 14 octobre 1994.
- 29- *Religion, charte des droits et politique.* (Exposés de Michel Freitag et Jacques Mascotto et discussion). Séminaire du 11 novembre 1994.
- 30- *La pensée de Lacan.* (Exposé de Jean-Paul Gilson et discussion). Séminaire du 16 décembre 1994. [À paraître]
- 31- *Les paradigmes actuels en sciences sociales.* (Exposé de François Dosse et discussion). Séminaire du 24 février 1995.
- 32- *Au comble du subjectivisme moderne: l'objet esthétique. À propos d'un concept de Wladimir Weidlé.* (Exposé de Jacques Dewitte et discussion). Séminaire du 24 mars 1995.
- 33- *L'économie mondiale.* (Exposé de Georges Lebel et discussion). Séminaire du 5 mai 1995.
- 34- *Présentation de son ouvrage Jouissance et politique par Denis Duclos* Séminaire du 15 septembre 1995.
- 35- *Altérité et Identité autour de l'Essai sur l'exotisme de Victor Segalen.* (Exposé de Robert Laliberté). Séminaire du 17 novembre 1995.
- 36- *Intégration et exclusion : le régionalisme à l'aune de la sociologie* (Exposé de Dorval Brunelle). Séminaire du 15 décembre 1995.
- 37- *L'éthique de l'invisibilité ou les politiques de l'autorité* (Exposé de Jean-Ernest Joos) Séminaire du 2 février 1996.
- 38- *Le sujet du lien social* (Exposé de Olivier Clain) Séminaire du 23 février 1996. [À paraître]
- 39- *La folie et le sujet du lien social* (Exposé de Roger Ferreri) Séminaire du 15 mars 1996 [À paraître]
- 40- *Le phénomène du «déjà vu» et la «fin de l'histoire»* (Exposé de Paolo Virno) Séminaire du 29 mars 1996. [À paraître]
- 41- *L'homme qui aurait été recteur* (Exposé de Stephen Schecter) Séminaire du 19 avril 1995.

---

---

## SOMMAIRE

**L'homme qui aurait été recteur**  
Exposé de Stephen Schecter et discussion

---

---